

CARRARO FINANCE S.A.

Société Anonyme

Siège social: L-1212 Luxembourg, 15, rue des Bains

R.C.S. Luxembourg B 248 536

CARRARO INTERNATIONAL S.E.

Société Européenne

37, via Olmo, I-35011 Campodarsego, Italie

inscrite au *Registro delle Imprese* de Padoue, Italie,

code fiscal italien et numéro d'inscription au *Registro delle Imprese* 92198680289.

**PROJET D'APPORT DE BRANCHE D'ACTIVITES SOUMIS AU REGIME DE LA
SCISSION**

(CONSEIL D'ADMINISTRATION)

DU 15 DECEMBRE 2020

N°17530

L'an deux mille vingt, le quinze décembre

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg,
Grand-Duché de Luxembourg, soussignée,

ONT COMPARU:

I. Monsieur Benoit TASSIGNY, clerc de notaire, demeurant
professionnellement à L-1840 Luxembourg, 36, Boulevard Joseph II,

agissant en tant que délégué nommé par un « *ACTE DE NOMINATION D'UN
DELEGUE* » signé le 10 décembre 2020 par Monsieur Enrico GOMIERO,
administrateur délégué de la société européenne CARRARO INTERNATIONAL
S.E., telle que plus amplement décrite ci-dessous, ce dernier agissant en vertu des
pouvoirs lui conférés suivant décisions du conseil d'administration de CARRARO
INTERNATIONAL S.E., en date du 4 décembre 2020,

un extrait de cette décision du conseil d'administration de CARRARO
INTERNATIONAL S.E. et une copie de l' « *ACTE DE NOMINATION D'UN
DELEGUE* » mentionné ci-dessus, après avoir été signés « *ne varietur* » par les
comparants et le notaire instrumentant, demeureront annexés au présent acte pour
être formalisés avec lui.

II. Monsieur Benoit TASSIGNY, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1840 Luxembourg, 36, Boulevard Joseph II,

agissant en tant que mandataire spécial nommé par une décision écrite de l'administrateur unique de la société anonyme CARRARO FINANCE S.A., telle que plus amplement décrite ci-dessous, en date du 11 décembre 2020,

une copie de cette décision écrite de l'administrateur unique de CARRARO FINANCE S.A. mentionnée ci-dessus, après avoir été signée «*ne varietur*» par les comparants et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'acter le projet suivant concernant l'apport et le transfert d'une branche d'activités :

PROJET D'APPORT ET DE TRANSFERT D'UNE BRANCHE D'ACTIVITES

1. Exposé préalable

La société européenne CARRARO INTERNATIONAL S.E. a pour activités principales les activités de *holding* et d'intermédiations financières [code italien ATECO (*classification of economic activities*) 642000 : 649960].

À la date du présent projet d'apport et de transfert de branche d'activités, la société européenne CARRARO INTERNATIONAL S.E. détient la totalité des actions représentant le capital social de la société CARRARO FINANCE S.A.

Dans le cadre de la stratégie globale du groupe CARRARO, dont font partie CARRARO INTERNATIONAL S.E. et CARRARO FINANCE S.A., il est envisagé de procéder au transfert et à l'apport à une autre société du même groupe des activités de « Finance » qui sont effectuées par CARRARO INTERNATIONAL S.E. et qui représentent l'intégralité des actifs, des passifs et des relations contractuelles de CARRARO INTERNATIONAL S.E., exception faite :

- 1) des actifs, des passifs et des relations contractuelles autres que ceux qui se réfèrent à la succursale luxembourgeoise de CARRARO INTERNATIONAL S.E. et de ceux qui sont étroitement rattachés aux activités de « Finance ». Ces autres activités, passivités et relations contractuelles comprennent, p. ex., le conseil d'administration de CARRARO INTERNATIONAL S.E., ainsi que tout service fourni aux activités sociales de CARRARO INTERNATIONAL S.E., y compris les impôts et les positions fiscales relatifs à ces activités (ci-après, les « **Activités Non Financières** ») ;
- 2) des participations détenues dans les sociétés mentionnées à l'Annexe 1 (les « **Participations** ») et de l'intégralité des actifs, des passifs et des relations

contractuelles relatifs aux Participations, y compris la créance financière envers Enertronica Santerno S.p.A. (ci-après, la « **Créance Financière Enertronica** ») ; et

- 3) du contrat de financement conclu avec la Banque Européenne des Investissements (BEI) en date du 18 décembre 2019 et de tous postes budgétaires y relatifs (ci-après, le « **Contrat de Financement BEI** »),

qui resteront attachés à CARRARO INTERNATIONAL S.E. Les Activités Non Financières, le Contrat de Financement BEI, les Participations et l'intégralité des actifs, des passifs et des relations contractuelles relatifs aux Participations, y compris la Créance Financière Enertronica, seront ci-après définis les « **Eléments Exclus** ».

Notamment, les activités à transférer sont effectuées soit par CARRARO INTERNATIONAL S.E. elle-même et directement, soit par l'intermédiaire d'une succursale de CARRARO INTERNATIONAL S.E. établie au 15, rue des Bains, L-1212 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. La succursale de CARRARO INTERNATIONAL S.E. mentionnée à la phrase précédente sera ci-après appelée «CINTLUX».

Partant, la société européenne CARRARO INTERNATIONAL S.E. entend faire apport à la société CARRARO FINANCE S.A. d'une branche d'activités complète et autonome comprenant les activités de « Finance » de CARRARO INTERNATIONAL S.E., telle que définies ci-dessus. La branche d'activités « Finance » comprenant la totalité des actifs, des passifs et des relations contractuelles de CARRARO INTERNATIONAL S.E., exception faite des Eléments Exclus, sera ci-après encore appelée « **la branche d'activités Finance** ».

CARRARO FINANCE S.A. entend reprendre et continuer l'exercice des activités de « Finance » de CARRARO INTERNATIONAL S.E., dans les mêmes conditions d'exercice que celles existantes.

Le Conseil d'Administration de la société européenne CARRARO INTERNATIONAL S.E. et l'administrateur unique de la société CARRARO FINANCE S.A. proposent en conséquence de procéder à une opération d'apport d'une branche d'activités, aux termes de laquelle la société CARRARO INTERNATIONAL S.E. transfèrera, sans dissolution et sans exception ni réserve, à la société CARRARO FINANCE S.A. la branche d'activités Finance, telle que définie ci-dessus, moyennant une rémunération consistant en actions de la société CARRARO FINANCE S.A., et ce conformément au projet d'apport suivant:

2. Présentation des sociétés participant à l'opération d'apport

2.1. La société apporteuse

CARRARO INTERNATIONAL S.E. est une société européenne de droit italien, initialement constituée sous forme de société anonyme de droit luxembourgeois, suivant acte reçu par le Notaire Jacques DELVAUX en date du 10 février 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 367 du 21 mai 1999, ensuite transformée en société européenne par acte du Notaire

soussigné en date du 21 décembre 2017, publié au RESA (Recueil Electronique des Sociétés et Associations) sous le numéro RESA_2018_009.497, en date du 10 janvier 2018, et ayant enfin transféré son siège social en Italie par résolution de l'assemblée générale extraordinaire de CARRARO INTERNATIONAL S.E. du 28 mars 2018, dont le procès-verbal a été rédigé par le Notaire soussigné et publié au RESA sous le numéro RESA_2018_074.655.

CARRARO INTERNATIONAL S.E. a son siège social au 37, via Olmo, I-35011 Campodarsego, Italie, inscrite au *Registro delle Imprese* de Padoue, Italie, code fiscal italien et numéro d'inscription au *Registro delle Imprese* 92198680289, numéro d'identification à la TVA italienne 04861850289, numéro de répertoire économique-administratif (REA) PD-445723.

Le capital social de CARRARO INTERNATIONAL S.E. s'élève à EUR 13.500.000.- (treize millions cinq-cents mille Euros) représenté par 13.500 (treize mille cinq cent) actions nominatives, d'une valeur nominale de EUR 1.000 (mille Euros) chacune, entièrement souscrites et libérées.

L'objet social de CARRARO INTERNATIONAL S.E. est le suivant:

« Article 4. OBJET

La société a pour objet les activités suivantes :

- *les activités de société holding, et notamment l'acquisition, la gestion, la détention et la vente de titres de participation et d'obligations, de parts et de titres assimilés, ainsi que les prises de participation ou d'intérêt dans d'autres sociétés, quelle que soit l'activité qu'elles exercent, tant en Italie qu'à l'étranger, à des fins d'investissement et non à des fins de placement, et non à destination du public ;*
- *le financement des sociétés détenues et associées, de sa société mère ainsi que des sociétés détenues et associées à celle-ci, dans les limites et conditions prévues par la loi ; les activités indiquées dans le présent acte ne doivent être exercées strictement qu'à l'égard des sociétés détenues, associées, de la société mère ainsi que des sociétés détenues et associées à celle-ci, étant donné que toute activité financière à l'égard du public et donc des tiers en général est expressément exclue ;*
- *toute activité ayant pour objet la gestion centralisée de la trésorerie, la gestion et la couverture du risque de change et du taux d'intérêt, y compris la coordination des activités financières du groupe, sous quelque forme que ce soit, vis-à-vis des sociétés détenues et associées ainsi que de sa société mère et des sociétés détenues ou associées à celle-ci, dans les limites prévus par la loi ;*
- *l'achat, la vente, l'échange, la gestion et la location de biens immobiliers en général, la construction d'immeubles, également par l'intermédiaire de tiers, la vente, l'échange, la location, ainsi que la gestion de ceux-ci, tant en bloc qu'en partie.*

La société pourra également réaliser toutes opérations commerciales, industrielles, financières et de trésorerie, mobilières et immobilières que son organe de direction jugera utiles pour la réalisation de l'objet social.

La société pourra prêter des avals, des cautions et toutes garanties, y compris des garanties réelles, aux sociétés détenues et aux sociétés affiliées.

La collecte de l'épargne auprès du public et l'achat et la vente par offre publique d'instruments financiers réglementés par le T.U.I.F. (D. Lgs. 24/2/1998 n° 58), sont expressément exclues de l'activité sociale, de même que l'exercice auprès du public des activités d'acquisition de participations, l'octroi de financements sous quelque forme que ce soit, la prestation de services de paiement et de courtage en devises et toutes autres activités visées à l'article 106 du T.U.L.B. (D.Lgs. 1/9/1993 n° 385). Toute activité réservée aux membres des registres professionnels prévus par le décret législatif 58/98 est également strictement exclue, de quelque manière que ce soit.

L'acquisition de participations qui comportent une responsabilité illimitée est décidée par l'Assemblée Générale Ordinaire des Associés. »

CARRARO INTERNATIONAL S.E. sera ci-après encore appelée la « **société apporteuse** » ou « **CINT** ».

2.2. La société bénéficiaire de l'apport

CARRARO FINANCE S.A. est une société anonyme de droit luxembourgeois, constituée suivant acte reçu par Maître Cosita DELVAUX, Notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 30 octobre 2020, publié au RESA N° RESA_2020_254 le 13 novembre 2020.

CARRARO FINANCE S.A. a son siège social à 15, rue des Bains, L-1212 Luxembourg et est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés (R.C.S.) de et à Luxembourg, sous la section B numéro 248536.

Le capital social de CARRARO FINANCE S.A. s'élève à EUR 30.000.- (trente mille Euros) représenté par 300 (trois cents) actions nominatives d'une valeur nominale de EUR 100 (cent Euros) chacune, entièrement souscrites et libérées.

L'objet social de CARRARO FINANCE S.A. est le suivant:

Article 4. OBJET

La société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets, marques de fabrique et licences, leur gestion et leur mise en valeur ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet. Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit, avec ou sans garantie, en

toutes monnaies et notamment par la voie d'émissions d'emprunts ordinaires, subordonné, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre.

A tous effets, la société peut notamment prêter tout concours, accorder toutes formes de crédits, se porter caution, sous quelque forme que ce soit et en toutes monnaies que ce soit, exercer toute activité ayant pour objet la gestion centralisée de la trésorerie, la gestion et la couverture du risque de change et de taux ainsi que la coordination des activités financières du groupe, en faveur et à l'égard de sociétés dans lesquelles elle-même a une participation directe ou indirecte, un intérêt direct ou indirect ainsi que de celles dépendantes ou se rattachant directement ou indirectement au groupe dont elle fait elle-même partie, y compris, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, sa maison-mère, soit avec ses propres fonds soit en empruntant auprès de ces mêmes sociétés du groupe ou de sa maison mère, ou en utilisant les fonds provenant de toute forme d'emprunt contracté par elle-même.

La société pourra encore exercer, à travers ses filiales ou succursales établies à l'étranger, toute activité d'achat, de vente et de commercialisation de produits ayant trait à l'industrie mécanique et électronique ainsi que toutes activités de prestations de services, de support commercial, de marketing, de recherche, d'ingénierie et d'assistance technique y afférente ou pouvant compléter cette activité.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

CARRARO FINANCE S.A. sera ci-après encore appelée la « **société bénéficiaire de l'apport** » ou en abrégé «**CARFIN**».

Pour les besoins du présent projet, la société apporteuse et la société bénéficiaire de l'apport sont ensemble dénommées « **les sociétés participant à l'apport** ».

3. Description de la branche d'activités Finance faisant l'objet de l'apport

La branche d'activités Finance est une partie autonome d'entreprise composée :

- (i) de l'ensemble des activités de « Finance » que CINT et sa succursale CINTLUX exercent et qui consistent notamment dans l'activité financière, de trésorerie et de conseil en faveur des sociétés contrôlées, apparentées et de la société mère, ainsi qu'en la réalisation de toutes opérations accessoires ou connexes à ces activités, conformément aux politiques d'entreprise et selon les besoins stratégiques du groupe Carraro ;
- (ii) de l'intégralité des actifs, des passifs et des relations contractuelles rattachés à cette branche d'activités, comprenant notamment l'ensemble des éléments corporels et incorporels constituant les fonds de commerce, le personnel employé, les emprunts obligataires émis par CINT mentionnés au point 17.2 ci-dessous ainsi que tout autre élément concourant ou nécessaire à l'exercice des activités susmentionnées, qui correspondent à la totalité des actifs, des passifs et des relations

contractuelles de CINT, à l'exception des Eléments Exclus,

les éléments susmentionnés formant ensemble une unité économique qui du point de vue technique et sous l'angle de l'organisation fonctionne de manière autonome, par ses propres moyens, sous la direction des organes sociaux de CINT elle-même aussi bien que par l'intermédiaire de CINTLUX, en ce qui concerne les activités spécifiques qui forment l'objet de cette dernière.

CINTLUX est une succursale luxembourgeoise, sans représentation légale, créée par CARRARO INTERNATIONAL S.E. le 2 mai 2018 et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés (R.C.S.) de et à Luxembourg, le 1^{er} juin 2018, sous la section B numéro 224742 et sous la dénomination de CARRARO INTERNATIONAL S.E. - Succursale de Luxembourg.

CINTLUX est établie au 15, rue des Bains, L-1212 Luxembourg. Elle a pour objet la participation sous quelque forme que ce soit dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets, marques de fabrique et licences, leur gestion et leur mise en valeur ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet. A ces effets, CINTLUX peut notamment prêter tout concours, accorder toutes formes de crédits, se porter caution, sous quelque forme que ce soit et en toutes monnaies que ce soit, exercer toute activité ayant pour objet la gestion centralisée de la trésorerie, la gestion et la couverture du risque de change et de taux ainsi que la coordination des activités financières du groupe CARRARO.

4. Motif et but de l'opération d'apport

L'objet de l'opération d'apport projetée est une réorganisation ayant pour objectif celui de regrouper au sein d'une même entité (CARRARO FINANCE S.A.) les activités de « Finance ». L'opération vise à favoriser le développement futur de CARRARO FINANCE S.A. et du groupe CARRARO dans son ensemble au niveau international.

En effet, l'importante croissante du Grand-Duché du Luxembourg en tant que centre financier et des institutions bancaires et financières qui y sont établies met en avant la nécessité que le groupe CARRARO soit présent au Luxembourg par l'intermédiaire d'une société du groupe (CARRARO FINANCE S.A.) et non pas d'une succursale. À court terme, le groupe CARRARO s'attend à ce que le résultat de cette opération consiste à optimiser ses capacités opérationnelles sur les marchés financiers, en mettant en œuvre une gestion plus efficace des coûts y relatifs et en améliorant le résultat économique global en conséquence. À long terme, le groupe CARRARO s'attend à ce que le résultat de cette opération consiste à pouvoir suivre rapidement toutes les évolutions des marchés financiers, en étant près de la place où ces évolutions se manifestent.

5. Modalités de l'opération d'apport

Du point de vue luxembourgeois, l'opération d'apport se présente comme un

apport d'une branche d'activités tel que prévu à l'article 1040-3 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ci-après la «LSC». Du point de vue italien, l'opération d'apport se présente comme un *conferimento di ramo d'azienda* qui est régi par les articles de 2556 à 2560, tels que modifiés, du Code civil italien, ci-après le «CCIV».

Du point de vue du droit luxembourgeois, l'opération est soumise aux dispositions des articles 1030-1 à 1033-1, hormis l'article 1031-16, de la LSC, étant donné que la société apporteuse (CINT) transférera, sans dissolution, à la société bénéficiaire de l'apport (CARFIN) une branche de ses activités (la branche d'activités Finance), avec les actifs, les passifs et les relations contractuelles qui s'y rattachent, moyennant une rémunération consistant en actions de la société bénéficiaire de l'apport (CARFIN).

En effet, conformément aux dispositions des articles du CCIV cités ci-dessus, le transfert à la société bénéficiaire de l'apport des actifs et passifs attachés à la branche d'activités Finance interviendra de plein droit alors que conformément aux dispositions de l'article 1040-3, deuxième paragraphe de la LSC ledit transfert n'interviendra de plein droit que si les sociétés participant à l'apport décident de soumettre l'opération d'apport au régime organisé des scissions et plus particulièrement aux dispositions prévues aux articles 1030-1 à 1033-1, hormis l'article 1031-16, de la LSC.

En conséquence, les sociétés participant à l'apport ont décidé, d'un commun accord, de soumettre l'apport de la branche d'activités dont question aux présentes à titre supplémentaire, et en ce qui concerne uniquement les dispositions légales luxembourgeoises, au régime organisé des scissions et plus particulièrement aux dispositions des articles 1030-1 à 1033-1, hormis l'article 1031-16, de la LSC, tel qu'autorisé par l'article 1040-3, deuxième paragraphe de la LSC.

En ces circonstances, lorsque dans le présent projet d'apport il est fait référence aux articles de la LSC susmentionnés concernant les scissions en droit luxembourgeois, aucune référence n'est faite aux dispositions légales afférentes des scissions en droit italien prévues par le CCIV, à l'exception des dispositions citées au paragraphe suivant.

Conformément à l'article 1031-2 de la LSC, le présent projet d'apport de branche d'activités sera publié au Recueil Electronique des Sociétés et Associations («RESA») au Luxembourg. En droit italien, à la seule fin de permettre aux tiers d'avoir connaissance de l'opération et sans que cela ait une quelconque incidence ou un quelconque effet juridique interne, le présent projet d'apport de branche d'activités sera soumis à la forme de publication qui consiste à la mise à disposition du présent projet sur le site internet de la société apporteuse et sur le site internet du groupe CARRARO (www.carraro.com), compte tenu que cette forme de publication est prévue en matière de fusions et, par analogie, en matière de scissions dans le contexte juridique national italien par l'article 2501-ter, deuxième paragraphe du CCIV, en tant que forme de publication alternative à la publication du projet de fusion et du projet de scission au registre des sociétés italien (*Registro delle Imprese*). A ce sujet, l'article 2501-ter, deuxième paragraphe du CCIV dispose que :

« Il progetto di fusione è depositato per l'iscrizione nel registro delle imprese del luogo ove hanno sede le società partecipanti alla fusione. In alternativa al deposito presso il registro delle imprese il progetto di fusione è pubblicato sul sito Internet della società, con modalità atte a garantire la sicurezza del sito medesimo, l'autenticità dei documenti e la certezza della data di pubblicazione. (Le projet de fusion est déposé pour inscription au registre des sociétés du lieu où les sociétés participantes à la fusion ont leur siège social. Au lieu du dépôt au registre des sociétés, le projet de fusion peut être publié sur le site Internet de la société. Les modalités de la publication doivent garantir la sécurité du site, l'authenticité des documents et la certitude de la date de publication). »

Enfin, quant à l'identité des organes sociaux des sociétés participant à l'apport ayant le pouvoir d'approuver l'opération, l'opération d'apport de la branche d'activités dont question aux présentes requiert, en ce qui concerne la société apporteuse (CINT), l'approbation de l'opération par le Conseil d'Administration et, en ce qui concerne la société bénéficiaire de l'apport (CARFIN), l'approbation de la part de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, le procès-verbal de cette assemblée générale, tout comme le présent projet d'apport, devant être établis en ces circonstances par acte notarié conformément aux dispositions de l'article 1031-13 de la LSC. Le Conseil d'Administration de CINT a déjà approuvé l'opération d'apport de la branche d'activités dont question aux présentes, dans son entièreté, par sa décision du 4 décembre 2020 ; en droit italien, l'approbation de l'opération d'apport de la branche d'activités dont question aux présentes ne nécessite pas l'approbation de la part de l'assemblée générale des actionnaires de CINT.

Les actionnaires de CARFIN seront appelés au moins un mois après :

- (i) la publication du présent projet d'apport sur le site internet de la société apporteuse et du groupe CARRARO (www.carraro.com); et
- (ii) le dépôt et la publication du présent projet d'apport au Recueil Electronique des Sociétés et Associations («RESA») au Luxembourg,

à statuer sur le présent projet d'apport et les opérations y afférentes ainsi que sur les opérations préalables à l'apport, tel que décrit au point 19 des présentes.

6. Affectation de la branche d'activités dans le chef de la société bénéficiaire de l'apport et formalités y afférentes

Tel que précisé dans l'exposé ci-dessus, CARFIN entend poursuivre et continuer, sans exception ni réserve, les activités de la branche d'activités Finance, dans les mêmes conditions d'exploitation, d'affectation et de représentation que celles existantes, et avec le même personnel attaché à la branche d'activités Finance avant l'apport.

A cet effet:

- (i) CARFIN maintiendra l'exercice de l'activité de la branche Finance, sous la direction des organes sociaux de CARFIN ;

- (ii) l'ensemble des biens, actifs, droits, passifs, engagements et relations contractuelles composant la branche d'activités Finance seront repris par CARFIN dans les conditions telles que prévues au point 9.4 du présent projet d'apport. Dans la mesure où ces biens, actifs, droits, passifs, engagements et relations contractuelles étaient attachés par CINT à CINTLUX, ils seront considérés comme affectés de plein droit à CARFIN, sans exception ni réserve, dans les mêmes conditions de fait et de droit que celles existantes dans CINT et CINTLUX respectivement avant l'apport ;
- (iii) l'ensemble du personnel employé par CINTLUX, ainsi que les droits et obligations résultant des contrats de travail liant ce personnel à CINTLUX avant l'apport, seront transférés à CARFIN dans les conditions telles que prévues au point 9.4 du présent projet d'apport et seront considérés comme affectés de plein droit à CARFIN, sans exception ni réserve, dans les mêmes conditions de fait et de droit que celles existantes dans CINTLUX avant l'apport. CARFIN respectera et exécutera tous contrats et tous engagements quelconques, en ce qui concerne chaque membre du personnel transféré, suivant les termes, conditions et modalités des contrats et engagements conclus, tel que détaillé au point 10 du présent projet d'apport ;
- (iv) CARFIN et, le cas échéant, CINT, accompliront toutes les formalités nécessaires aux effets ci-dessus.

7. Comptes annuels, états comptables retenus pour l'opération d'apport et méthodes d'évaluation

7.1. Comptes Annuels

CINT et CARFIN clôturent leur exercice social le 31 décembre de chaque année.

Les derniers comptes annuels de CINT approuvés par l'assemblée générale des actionnaires de CINT sont ceux arrêtés au 31 décembre 2019. CARFIN a été constituée le 30 octobre 2020, de sorte qu'elle n'a pas encore clôturé son premier exercice social, qui se terminera le 31 décembre 2021, et les comptes annuels de CARFIN n'existent pas à la date des présentes.

7.2. Etats comptables retenus pour l'opération d'apport

Les termes et conditions du présent projet d'apport ont été établis par les sociétés participant à l'opération d'apport sur base d'un état comptable arrêté valeur au 30 septembre 2020 pour CINT et CINTLUX et valeur au 31 octobre 2020 pour CARFIN.

S'agissant d'une opération d'apport entre sociétés faisant partie du même groupe, il est proposé aux actionnaires des sociétés participant à l'apport, en application des dispositions de l'article 1031-8 de la LSC, de renoncer à la mise à disposition des actionnaires des sociétés participant à l'apport des états comptables tels que prévus à l'article 1031-7, paragraphe (1), point 3° de la LSC.

Conformément aux dispositions de l'article 1031-7, paragraphe (1), point 2° de la LSC, les comptes annuels et les rapports de gestion des trois derniers exercices

des sociétés participant à l'apport seront mis à la disposition des actionnaires de la société bénéficiaire de l'apport, à son siège social, au moins 1 (un) mois avant la date prévue pour la réunion de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société bénéficiaire (CARFIN) appelée à se prononcer sur l'opération d'apport. En droit italien, s'agissant d'un apport d'une branche d'activités et non d'une opération de scission, la mise à disposition des actionnaires des documents précités au siège social de la société apporteuse n'est pas requise.

7.3. Méthodes d'évaluation

Les méthodes d'évaluation retenues, d'une part, pour la valorisation de l'apport de la branche d'activités Finance et, d'autre part, pour la détermination des modalités de rémunération dudit apport par CARFIN, sont celles de la valeur patrimoniale basée sur l'actif net comptable valeur au 30 septembre 2020 des actifs et passifs rattachés à la branche d'activités Finance et sur base de l'actif net comptable valeur au 31 octobre 2020 de la société bénéficiaire de l'apport (CARFIN).

8. Date d'effet de l'opération d'apport et de transfert de la branche d'activités Finance

8.1. Date d'effet comptable

D'un point de vue comptable, la date d'effet retenue est le 31 janvier 2021, à 24.00 heures, date à partir de laquelle les opérations afférentes à la branche d'activités Finance réalisées par CINT, y compris par l'intermédiaire de CINTLUX, seront considérées d'un point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société bénéficiaire de l'apport (CARFIN).

8.2. Date d'effet entre les sociétés participant à l'apport (date de réalisation de l'apport)

Entre les sociétés participant à l'apport, l'apport et le transfert de la branche d'activités Finance seront définitivement réalisés à la date du 31 janvier 2021, à 24.00 heures (ci-après, la « **Date d'Effet** »), à laquelle le conseil d'administration de CINT et l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CARFIN auront déjà approuvé le présent projet d'apport et les opérations y afférentes et préalables et effectué les publications mentionnées au point 8.3 ci-dessous conformément aux dispositions légales prévues dans chaque pays.

8.3. Date d'effet à l'égard des tiers

Conformément aux dispositions prévues à l'article 1031-15 de la LSC, l'apport et le transfert de la branche d'activités Finance de CINT à CARFIN n'auront d'effet à l'égard des tiers qu'après :

- (i) la publication au *Registro delle Imprese* italien ; et
- (ii) la publication au Recueil Electronique des Sociétés et Associations («RESA») au Luxembourg,

du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CARFIN ayant approuvé l'apport dont question au présent projet ainsi que les opérations y afférentes.

En supposant raisonnablement que les deux publications mentionnées ci-dessus soient effectuées avant le 31 janvier 2021, à 24.00 heures, la Date d'Effet de l'apport – même à l'égard des tiers – coïncidera avec le 31 janvier 2021, à 24.00 heures.

9. Désignation et description des actifs et passifs composant la branche d'activités Finance – Charges et Conditions – Affectation résiduelle

La société CINT apportera à CARFIN, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, l'intégralité des actifs, des passifs et des relations contractuelles liés à l'exercice de la branche d'activités Finance, y compris les actifs qui sont rattachés à CINTLUX.

Cet apport est fait à charge pour la société bénéficiaire de l'apport de supporter, en l'acquit de la société apporteuse, tous les éléments de passif et engagements liés exclusivement et absolument à la branche d'activités Finance, y compris les éléments de passif et engagements rattachés à CINTLUX.

En conséquence, par application du droit luxembourgeois, les créanciers des sociétés participant à l'apport, dont la créance est antérieure à la date de la publication des actes constatant l'apport, peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux mois de cette publication, demander au magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la société débitrice a son siège social, la constitution de sûretés conformément aux dispositions de l'article 1031-10, paragraphes (1) et (2) de la LSC.

Par application du droit italien, les créanciers des sociétés participant à l'opération correspondante à l'apport de branche d'activités (*conferimento di ramo d'azienda*) peuvent se prévaloir du régime de responsabilité solidaire de la société apporteuse et de la société bénéficiaire de l'apport pour les dettes qui se rattachent à la branche d'activités apportée, qui est prévu par l'article 2560 du CCIV :

« L'alienante non è liberato dai debiti, inerenti all'esercizio dell'azienda ceduta, anteriori al trasferimento, se non risulta che i creditori vi hanno consentito.

Nel trasferimento di un'azienda commerciale risponde dei debiti suddetti anche l'acquirente dell'azienda, se essi risultano dai libri contabili obbligatori.

(Le cédant n'est pas libéré des dettes relatives à l'exercice de l'activité cédée, antérieures au transfert de cette dernière, s'il n'apparaît pas que les créanciers y aient consenti.

Si le transfert a pour objet une activité commerciale, le cessionnaire de l'activité est également responsable des dettes ci-dessus, si ces dettes apparaissent dans les livres de commerce) ».

L'intégralité des éléments d'actif et de passif qui seront ainsi transmis par CINT à CARFIN et composant la branche d'activités Finance comprendront l'intégralité

des éléments d'actif et de passif et toutes les relations contractuelles rattachés à CINTLUX composant ladite branche d'activités (à l'exception des Eléments Exclus), tels qu'ils existeront au jour de la réalisation de l'apport, et seront considérés, à partir de la date de leur transfert à CARFIN, de plein droit comme étant affectés à CARFIN, étant rappelé que l'apport sera considéré entre les sociétés participant à l'apport comme étant réalisé à la Date d'Effet.

En conséquence :

- a) la désignation ci-après des éléments d'actifs apportés à CARFIN et des éléments de passif pris en charge par elle, en ce qui concerne les éléments rattachés à CINTLUX, est faite sur base de l'état comptable de CINTLUX établi valeur au 30 septembre 2020 ;
- b) toutes les opérations actives et passives accomplies par CINT, y compris par l'intermédiaire de CINTLUX, et rattachées à la branche d'activités Finance à partir de la Date d'Effet seront dès lors considérées d'un point de vue comptable comme accomplies pour le compte de CARFIN.

9.1 Désignation des actifs apportés et des passifs pris en charge

Le bilan synthétique valeur au 30 septembre 2020 des actifs et passifs attachés à la branche d'activités Finance et apportés de CINT à CARFIN se présente comme suit.

(valeurs en Euros au 30 septembre 2020)

ACTIF IMMOBILISE	
1) Immobilisations corporelles	51.145
2) Immobilisations incorporelles	-
3) Immeubles de placement	-
4) Participations dans des entreprises associés, des filiales, des entreprises liées	-
5) Actifs financiers	82.400.000
6) Impôts différés actifs	-
7) Créances commerciales et autres créances	13.600
MONTANT TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE	82.464.745
ACTIF CIRCULANT	
1) Excédents finaux	-
2) Créances commerciales et autres créances	-
3) Actifs financiers	28.524.023
4) Montant de trésorerie	221.748.837
MONTANT TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	250.272.860
MONTANT TOTAL DE L'ACTIF	332.737.605
PASSIF IMMOBILISE	
1) Passifs financiers	324.566.854

2) Dettes commerciales et autres dettes	-
3) Impôts différés passifs	-
4) Provisions pour pensions et avantages du personnel	-
5) Provisions pour risques et charges	-
MONTANT TOTAL DU PASSIF IMMOBILISE	324.566.854
PASSIF CIRCULANT	
1) Passifs financiers	1.799.973
2) Dettes commerciales et autres dettes	370.778
3) Dettes pour impôts exigibles	-
4) Provisions pour risques et charges	-
MONTANT TOTAL DU PASSIF CIRCULANT	2.170.751
MONTANT TOTAL DU PASSIF	326.737.605
ACTIF NET APORTE	6.000.000

L'actif net apporté correspondant à la différence entre l'actif apporté et le passif pris en charge, l'actif net apporté à CARFIN s'élève donc à la date du 30 septembre 2020 à un montant d'EUR 6.000.000.- (six millions d'Euros).

9.2 Description des actifs apportés et des passifs pris en charge

La branche d'activités Finance est une branche d'activités complète et autonome exploitée par CINT soit directement, soit par l'intermédiaire de CINTLUX, et comprenant les activités de « Finance » de CINT ainsi que tous les actifs, droits, passifs, engagements et relations contractuelles y rattachés, consistant notamment en :

Les fonds de commerce afférents à l'activité de « Finance » de CINT et plus particulièrement :

- l'ensemble des immobilisations incorporelles rattachées à la branche d'activités, ainsi que tous les contrats, documents, factures et autres pièces afférents à ces immobilisations, et
- l'ensemble des immobilisations corporelles rattachées à la branche d'activités, les installations, appareils, équipements de bureau, mobilier, outils, matériels ainsi que tous les contrats, documents, factures et autres pièces afférents à ces immobilisations, y compris les livres de commerce et les documents comptables de CINTLUX.

Les emprunts et les emprunts obligataires.

Le personnel et les contrats de travail conclus avec les salariés rattachés à la branche d'activités Finance, consistant à la date des présentes en 2 (deux) contrats de travail afférents à 2 (deux) salariés.

L'ensemble des autres actifs financiers et non financiers attachés à la branche d'activités Finance, tels que les créances sur clients, sur entreprises liées, sur le

personnel, les lignes de crédit intra-groupe, les avances d'impôts, les autres créances et les avoirs en banque et en caisse ainsi que tous les droits et/ou engagements découlant de ou afférents à des comptes ouverts auprès d'établissements de crédit ou autres institutions autorisées à cet effet tels qu'indiqués à l'Annexe 2.

Tous les autres droits découlant directement ou indirectement de contrats, documents, factures et autres pièces stipulés ou souscrits par CINT directement respectivement par CINTLUX et attachés à la branche d'activités Finance.

L'ensemble des passifs financiers et non financiers attachés à la branche d'activités Finance, tels que les dettes envers fournisseurs, envers entreprises liées, envers le personnel, les dettes fiscales et au titre de la sécurité sociale ainsi que les autres dettes.

Tous autres engagements découlant directement ou indirectement de contrats, documents, factures et autres pièces stipulés ou souscrits par CINT directement respectivement par CINTLUX et attachés à la branche d'activités Finance.

9.3 Propriété et Jouissance

CARFIN sera propriétaire et entrera en possession des biens et droits apportés à titre d'apport à compter de la Date d'Effet de l'apport, sous réserve :

- (i) des dispositions prévues à l'article 1031-15 de la LSC concernant l'effet de l'apport à l'égard des tiers ;
- (ii) des dispositions prévues, le cas échéant, par des lois spéciales en ce qui concerne le transfert des droits de propriété industrielle et intellectuelle ainsi que des droits réels autres que les sûretés réelles sur meubles et immeubles qui n'est opposable aux tiers que dans les conditions prévues par lesdites lois spéciales régissant ces opérations.

En outre, il est expressément stipulé que les opérations tant actives que passives, engagées pour l'exploitation de la branche d'activités Finance apportée et effectuées par CINT à partir de la Date d'Effet seront considérées comme ayant été faites de plein droit pour le compte exclusif de CARFIN.

Avant la Date d'Effet, les administrateurs de CINT ainsi que le représentant permanent de CINTLUX continueront de gérer la branche d'activités Finance selon les mêmes principes que précédemment, mais s'engagent à demander l'accord préalable de CARFIN pour tout acte important susceptible d'affecter les biens apportés.

CARFIN, quant à elle, accepte de reprendre, le jour où elle entrera effectivement en possession des biens, tous les actifs et passifs tels qu'ils existeront alors et comme tenant lieu de ceux désignés dans le présent projet d'apport (sur base de l'état comptable de CINT et de l'état comptable de CINTLUX arrêtés valeur au 30 septembre 2020 ci-dessus).

D'une manière générale, CARFIN sera subrogée purement et simplement, dans

tous droits, actions, obligations et engagements divers afférents ou attachés à la branche d'activités Finance, sans qu'il y ait lieu à novation, délégation ou cession de créance, dans la mesure où ces droits, actifs, obligations et engagements se rapportent aux biens faisant l'objet du présent apport.

CARFIN déclare bien connaître et accepter les modifications intervenues ou sur le point d'intervenir entre la date des présentes et la Date d'Effet, dans la consistance des actifs apportés ou du passif pris en charge.

A cet égard, CARFIN se rapportera à la comptabilité tenue par CINT et à la comptabilité séparée tenue par CINTLUX, en ce qui concerne les actifs, les passifs et les relations contractuelles qui sont rattachés à CINTLUX.

9.4 Charges et Conditions de l'apport de la branche d'activités Finance

CARFIN prendra les biens apportés dans l'état où ils se trouveront au jour de la Date d'Effet de l'apport, sans pouvoir exercer aucun recours contre CINT, pour quelque cause que ce soit, notamment pour erreur dans la désignation et la contenance des biens, quelle qu'en soit l'importance.

CARFIN bénéficiera également, après réalisation de l'apport de la branche d'activités Finance de la propriété exclusive des fonds de commerce ainsi que de tous autres droits y rattachés.

La transmission à titre d'apport de tous les actifs composant la branche d'activités Finance est en outre acceptée et consentie aux charges et conditions suivantes :

- (i) tel que précisé ci-dessus, CARFIN reprendra tous les biens et les droits apportés dans l'état où ils se trouveront à la Date d'Effet de l'apport ;
- (ii) dès réalisation de l'apport, CARFIN aura tous les pouvoirs notamment pour intenter ou se défendre en rapport à toutes actions judiciaires en cours ou nouvelles, en lieu et place de CINT respectivement de CINTLUX, et relatives aux biens apportés, afin de donner tous acquiescements à toutes décisions, recevoir ou payer toutes sommes dues en vertu de sentences ou transactions ;
- (iii) à compter de la Date d'Effet de l'apport, CARFIN supportera et acquittera tous impôts et taxes, primes et cotisations d'assurance, ainsi que toutes autres charges généralement quelconques, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens et droits apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation ou la propriété des biens apportés ;
- (iv) CARFIN exécutera, à compter de la Date d'Effet de l'apport, tous marchés, conventions ou contrats intervenus avec des tiers et avec le personnel, relativement à l'exploitation des biens apportés, et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant ;
- (v) CARFIN sera subrogée à partir de la Date d'Effet purement et simplement, sans qu'il y ait novation, dans les éventuels droits, actions, hypothèques, privilèges, garanties et sûretés personnelles ou réelles en rapport avec tous les actifs apportés et contre tous les débiteurs sans exception ni réserve ;
- (vi) d'une manière générale, CARFIN sera subrogée purement et simplement, dans tous droits, actions, obligations et engagements divers afférents ou

- attachés à la branche d'activités Finance et à CINTLUX, dans la mesure où ces droits, actifs, obligations et engagements se rapportent aux biens faisant l'objet du présent apport ;
- (vii) conformément à la loi, tous les contrats de travail, en cours à la Date d'Effet de l'apport, entre CINTLUX ou le cas échéant CINT pour le compte de CINTLUX et ses salariés affectés à la branche d'activités Finance apportée seront transférés à CARFIN et demeureront inchangés ; et
 - (viii) CARFIN sera donc substituée à CINTLUX respectivement à CINT en ce qui concerne les droits et obligations résultant des contrats de travail et de toutes retraites et compléments de retraites susceptibles d'être dus, ainsi que tous avantages et autres charges en nature ou en espèces, y compris les congés payés, ainsi que toutes charges sociales et fiscales y afférentes.

Pour cet apport, CINT prend les engagements suivants :

- (i) CINT respectivement CINTLUX s'obligent jusqu'à la Date d'Effet de l'apport, à poursuivre l'exploitation de la branche d'activités Finance, en bon père de famille ou en bon commerçant, et à ne rien faire, ni laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner sa dépréciation ;
- (ii) de plus, jusqu'à la Date d'Effet, CINT respectivement CINTLUX s'obligent à n'effectuer aucun acte de disposition du patrimoine social de CINT sur des biens objet du présent apport, en dehors des opérations sociales courantes, sans accord préalable de CARFIN et à ne contracter aucun emprunt exceptionnel sans le même accord, de manière à ne pas affecter les valeurs conventionnelles des apports sur le fondement desquelles ont été établies les bases financières de l'opération projetée ;
- (iii) CINT respectivement CINTLUX s'obligent à fournir à CARFIN tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans l'apport et assurer le plein effet des présentes. Elles devront notamment, à première réquisition de CARFIN faire établir tous actes complémentaires, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement ;
- (iv) CINT respectivement CINTLUX s'obligent à remettre à CARFIN aussitôt après réalisation définitive du présent apport, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

9.5 Affectation résiduelle

S'il devait s'avérer que des droits, engagements ou des éléments de l'actif et/ou du passif se rapportant à la branche d'activités Finance n'ont pas été désignés dans le présent projet d'apport, ceux-ci seront de plein droit attribués à la société bénéficiaire de l'apport dans la mesure où les sociétés participant à l'apport auront, d'un commun accord, pu constater et décider que ces droits, actifs, obligations et engagements se rapportent effectivement à la branche d'activités Finance.

10. Mesures envisagées à l'égard des salariés de CINT rattachés à la branche d'activités Finance

10.1. Mesures

L'apport par CINT à CARFIN de la branche d'activités Finance entraînera de plein droit le transfert à CARFIN de l'ensemble du personnel rattaché à la branche d'activités Finance.

Tel que précisé dans l'exposé et au point 6 du présent projet, CARFIN poursuivra, sans exception ni réserve, les activités rattachés à la branche d'activités Finance. Elle continuera l'activité « Finance » de CINT dans les mêmes conditions d'exploitation, avec le même personnel employé par CINT et tel que rattaché à la branche d'activités Finance à la Date d'Effet de l'apport.

A l'heure actuelle le personnel rattaché à la branche d'activités Finance est composé de 2 (deux) salariés, tous liés à CINT, par l'intermédiaire de CINTLUX, par des contrats de travail régis par la loi luxembourgeoise. Il n'y a pas à l'heure actuelle de contrats en cours d'exécution ou des contrats dont les droits ont été temporairement suspendus pour causes diverses tels que congé parental ou autres.

Conformément aux articles L127-1 et suivants du chapitre VII du Code du Travail luxembourgeois, les droits et obligations résultant des contrats de travail ou de la relation de travail en cours d'exécution et concernés par le transfert seront, du fait de ce transfert, transférés automatiquement à CARFIN. CARFIN sera donc substituée à CINTLUX respectivement à CINT en ce qui concerne les droits et obligations résultant des contrats de travail et toutes retraites et compléments de retraites susceptibles d'être dus, ainsi que tous avantages et autres charges en nature ou en espèces, y compris les congés payés, ainsi que toutes charges sociales et fiscales y afférentes.

La désaffiliation et ré-affiliation auprès du Centre Commun de la Sécurité Sociale auront lieu conformément aux dispositions légales (soit endéans les 8 jours de la Date d'Effet de l'apport).

Le transfert susmentionné se fera sans conséquences juridiques, économiques ou sociales défavorables pour le personnel liées au transfert des contrats de travail en cours à la Date d'Effet du transfert en ce sens que tous les droits et obligations résultant des contrats de travail existants et en cours à la Date d'Effet du transfert entre le personnel et CINT respectivement CINTLUX (tels par exemple la rémunération, les heures prestées, les fonctions au sein de l'entreprise, le lieu de travail, l'ancienneté, d'autres avantages éventuels) demeureront inchangés.

En ces circonstances, il n'y a pas de mesures spécifiques qui ont été envisagées à l'égard du personnel.

10.2. Communications

Le transfert susmentionné se fera dans le respect de l'article 127-6 (4) du Code du Travail luxembourgeois en ce qui concerne les informations à communiquer au

personnel concerné par le transfert projeté. Ces communications seront effectuées préalablement à la date d'approbation du présent projet d'apport par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CARFIN.

11. Rapport d'échange - Rémunération des apports

11.1. Rapport d'échange

Considérant que le présent projet porte sur une opération d'apport d'une branche d'activités et non sur une opération de scission, l'article 1031-1, paragraphe (2), point 2° de la LSC n'est pas d'application et il n'y a pas lieu de déterminer un rapport d'échange.

11.2. Rémunération des apports

En rémunération de l'actif net apporté tel que décrit au point 9 ci-dessus, la société apporteuse recevra des nouvelles actions représentatives du capital social de CARFIN qui seront émises par CARFIN dans le cadre d'une augmentation de son capital social.

La rémunération qui sera octroyée à la société apporteuse (CINT) a été déterminée selon les principes énoncés au point 7.3 du présent projet d'apport, à savoir sur base de la valeur patrimoniale basée sur l'actif net comptable valeur au 30 septembre 2020 des actifs et passifs rattachés à la branche d'activités Finance et sur base de l'actif net comptable arrêté valeur au 31 octobre 2020 de la société bénéficiaire de l'apport (CARFIN).

Sur base de ces principes, et en rémunération de l'actif net comptable apporté d'un montant total d'EUR 6.000.000.- (six millions d'Euros) CARFIN émettra et attribuera à CINT 30.000 (trente mille) actions ordinaires nouvelles, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, d'une valeur nominale d'EUR 100 (cent Euros) chacune, soit une augmentation de capital de CARFIN d'un montant total d'EUR 3.000.000.- (trois millions d'Euros), les 30.000 (trente mille) actions nouvelles étant émises au pair et assorties d'une prime d'émission d'un montant d'EUR 100 (cent Euros) par action et donc d'un montant total d'EUR 3.000.000.- (trois millions d'Euros). La prime d'émission globale (« *sovrapprezzo* ») mentionnée à la phrase précédente sera inscrite au bilan de CARFIN au titre de prime d'émission, sur la quelle porteront les droits des associés présents et futurs de CARFIN.

Tous les ajustements qu'il sera nécessaire d'opérer à la Date d'Effet de l'apport afin de refléter des opérations intervenues au sein de CINT respectivement de CINTLUX et afférentes à la branche d'activités Finance entre la date du 30 septembre 2020 (date de l'état comptable) et la Date d'Effet de l'apport ou, le cas échéant, à la suite de l'examen par le réviseur d'entreprises de l'actif net apporté conformément aux dispositions de l'article 420-10 de la LSC et tel que décrit au point 16 du présent projet d'apport, seront reflétés et comptabilisés dans le chef de CARFIN, au débit respectivement au crédit, selon le cas, du compte de la prime d'émission globale susmentionnée, sauf si l'ajustement est tel qu'il y aura lieu, d'un commun accord entre les sociétés participant à l'apport, de modifier le

nombre d'actions nouvelles à émettre par CARFIN. Dans un tel cas, il en sera fait état au Conseil d'administration de CINT et à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CARFIN appelés à statuer sur le présent projet d'apport ainsi que sur les opérations y afférentes telles que décrites au point 19 du présent projet d'apport, qui décideront sur ce point.

L'augmentation de capital susmentionnée sera délibérée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CARFIN appelée à se prononcer sur le projet d'apport dont question aux présentes.

12. Répartition aux actionnaires des actions de la société bénéficiaire de l'apport et critère de répartition.

S'agissant d'une opération d'apport d'une branche d'activités, il n'y aura pas d'attribution aux actionnaires de la société apporteuse d'actions de la société bénéficiaire. Les actions qui seront émises par CARFIN à titre d'augmentation de capital et en vue de rémunérer l'apport, seront attribuées exclusivement à la société apporteuse (CINT).

La mention du critère de répartition prévu par l'article 1031-1, paragraphe (2), point 9° de la LSC n'est donc pas nécessaire.

13. Modalités de remise des actions de la société bénéficiaire de l'apport (CARFIN)

La remise des 30.000 (trente mille) actions nouvelles à la société apporteuse (CINT) se fera par l'inscription correspondante de CINT et du nombre d'actions lui attribuées dans le registre des actions nominatives de la société bénéficiaire de l'apport (CARFIN) au jour de la Date d'Effet de l'apport.

14. Date à partir de laquelle les actions donnent droit à participer aux bénéfices

Les 30.000 (trente mille) actions nouvelles à émettre par CARFIN en tant que la société bénéficiaire de l'apport à titre de l'augmentation de capital décrite au point 11 ci-dessus, porteront jouissance à compter de la Date d'Effet, date à partir de laquelle elles supporteront les mêmes charges et donneront les mêmes droits que les actions existantes, notamment en ce qui concerne les droits de vote et les droits de participer aux bénéfices de CARFIN.

Elles donneront également droit à toute distribution de réserves ou de prime d'émission décidée postérieurement à leur émission.

15. Rapport des organes de gestion

S'agissant d'une opération d'apport entre sociétés faisant partie du même groupe, il est proposé aux actionnaires des sociétés participant à l'apport, en application des dispositions de l'article 1031-8, paragraphe (2) de la LSC de renoncer au rapport des organes de gestion tel que prévu à l'article 1031-5 de la LSC. Conformément aux dispositions du CCIV, aucun rapport des organes de gestion

n'est requis pour l'opération correspondante en droit italien (*conferimento di ramo d'azienda*).

Les sociétés participant à l'apport n'ont pas émis des titres conférant un droit de vote dans les sociétés participant à l'apport autres que les actions ordinaires représentant l'intégralité du capital social de chacune des sociétés participant à l'apport, de sorte qu'aucune mesure n'a été prise à cet égard en ce qui concerne le rapport des organes de gestion prévu à l'article 1031-5 de la LSC.

16. Examen du projet d'apport et rapport de(s) l'expert(s) prévus à l'article 1031-6 de la LSC

En application de l'article 1031-8, paragraphe (1) de la LSC, il est également proposé aux actionnaires de chacune des sociétés participant à l'opération d'apport de renoncer à l'examen du projet d'apport par un ou plusieurs experts indépendants ainsi qu'au rapport de cet ou de ces experts indépendants, tels que prévus à l'article 1031-6, paragraphe (1) de la LSC, étant précisé que l'article 420-10 de la LSC demeure applicable dans le cadre de la présente opération d'apport.

S'agissant de l'opération correspondante en droit italien (*conferimento di ramo d'azienda*), aucun examen du projet d'apport par des experts indépendants et aucun rapport de ces experts n'est requis conformément aux dispositions du CCIV.

Les sociétés participant à l'apport n'ont pas émis des titres conférant un droit de vote dans les sociétés participant à l'apport autres que les actions ordinaires représentant l'intégralité du capital social de chacune des sociétés participant à l'apport, de sorte qu'aucune mesure n'a été prise à cet égard en ce qui concerne le rapport des experts indépendants prévu à l'article 1031-6, paragraphe (1) de la LSC.

En ces circonstances, l'apport par la société apporteuse à la société bénéficiaire de l'apport (CARFIN), dont question aux présentes, fera uniquement l'objet d'un rapport qui sera établi par un réviseur d'entreprises conformément aux dispositions prévues à l'article 420-10 de la LSC. Afin d'adopter la décision d'effectuer l'apport (*conferimento*) de la branche d'activités Finance conformément aux dispositions du présent projet, le Conseil d'Administration de CINT s'est fondé et il a approuvé le rapport établi par un expert-comptable italien indépendant.

17. Droits assurés par la société bénéficiaire de l'apport aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ou parts ou les mesures proposées à leur égard

17.1. Associés ayant des droits spéciaux

Il n'y a pas dans le chef de la société apporteuse ni dans le chef de la société bénéficiaire de l'apport des associés ayant des droits spéciaux de sorte qu'aucune mesure particulière n'est nécessaire à cet égard.

17.2. Porteurs de titres, autres que des actions ou parts

La société bénéficiaire (CARFIN) n'a pas émis de titres autres que les actions représentatives de son capital social.

Emprunts obligataires émis par CINT

CINT a émis 2 (deux) emprunts obligataires non convertibles par offre publique. Les conditions essentielles de ces emprunts obligataires sont décrites à l'Annexe 2.

Approbation de l'apport de la branche d'activités Finance par les obligataires

Puisque les emprunts obligataires mentionnés ci-dessus sont régis par le droit anglais et les conditions de chacun des deux emprunts ne prévoient pas l'application des dispositions des articles 470-3 à 470-19 de la LSC, il n'est pas fait application de l'article 1031-11 de la LSC à la présente opération d'apport. Néanmoins, afin d'assurer un traitement transparent à l'égard de l'ensemble des porteurs d'obligations qui ont souscrit les emprunts obligataires susmentionnés, CINT a décidé de soumettre l'opération d'apport dont question aux présentes à l'accord préalable de l'ensemble de ces porteurs de titres.

CINT procédera dès lors à soumettre le présent projet d'apport à l'attention et à l'évaluation de l'entité (*trustee*) qui représente les obligataires susmentionnés, conformément aux dispositions de l'accord avec le *trustee*. Compte tenu des termes et conditions de la présente opération d'apport (y compris, mais sans s'y limiter, la responsabilité solidaire de la société apporteuse et de la société bénéficiaire de l'apport pour les obligations attachées à la branche d'activités Finance ; la continuité de la garantie prêtée par Carraro S.p.A. ; le fait que la transmission de la branche d'activités Finance n'importe pas novation, selon l'interprétation des dispositions pertinentes du droit italien et luxembourgeois, telle que constatée par CINT et reçue par les conseils juridiques de CINT dans les juridictions respectives), CINT estime que la présente opération n'a pas de conséquences défavorables pour les obligataires mentionnés ci-dessus et s'attend à ce que le *trustee* l'approuve.

18. Autres Droits et avantages particuliers

Aucun avantage particulier n'est attribué aux réviseurs d'entreprises, aux commissaires aux comptes, ni aux membres du Conseil d'administration de la société apporteuse ou de la société bénéficiaire de l'apport eu égard à l'opération d'apport dont question au présent projet.

De même l'intervention des experts indépendants n'est pas prévue dans le cadre du présent projet d'apport et aucun avantage particulier n'est attribué au réviseur d'entreprises qui sera chargé de rédiger un rapport sur les apports conformément aux dispositions de l'article 420-10 de la LSC et au point 16 du présent projet.

19. Approbation de l'apport et délibérations préalables à l'apport

19.1. Approbation de l'apport

Les actionnaires de CARFIN seront appelés au moins un mois après :

- (i) la publication du présent projet d'apport sur le site internet de la société apporteuse et du groupe CARRARO (www.carraro.com) ; et
- (ii) le dépôt et la publication du présent projet d'apport au Recueil Electronique des Sociétés et Associations («RESA») au Luxembourg,

à se réunir en assemblée générale extraordinaire des actionnaires, afin de statuer sur le présent projet d'apport et les opérations y afférentes ainsi que sur les opérations préalables et subséquentes à l'apport, tel que plus amplement dans ce point 19 du projet d'apport.

19.2. Décisions et délibérations préalables à l'apport

Renonciations

En application de l'article 1031-8 de la LSC, les actionnaires de la société bénéficiaire de l'apport seront appelés soit par lettres missives soit en assemblée générale à tenir sous seing privé immédiatement après la signature du présent projet d'apport à se prononcer au sujet des renonciations prévues dans le présent projet d'apport, à savoir :

- l'établissement et la mise à disposition des actionnaires des sociétés participant à l'opération d'apport de l'état comptable de CARFIN, tel que prévu à l'article 1031-7, paragraphe (1), point 3° de la LSC ;
- l'établissement et la mise à disposition des actionnaires des sociétés participant à l'opération d'apport du rapport des organes de gestion tel que prévu à l'article 1031-5 de la LSC ; et
- l'examen du projet d'apport par un ou plusieurs experts indépendants et l'établissement d'un rapport de cet ou de ces experts indépendants, tels que prévus à l'article 1031-6, paragraphe (1) de la LSC ainsi que la mise à disposition des actionnaires des sociétés participant à l'opération d'apport du rapport de cet ou de ces experts indépendants.

Emprunts obligataires émis par CINT – accord préalable des obligataires

En ce qui concerne les emprunts obligataires émis par CINT et l'accord préalable des porteurs des obligations, référence est faite au point 17.2 ci-dessus.

20. Modification du présent projet d'apport

Dans le cas prévu par le point 11.2, avant-dernier paragraphe, dernière phrase, le présent projet d'apport sera modifié ou complété par le Conseil d'administration de CINT et par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CARFIN qui auront à l'approuver ensemble avec les opérations y afférentes.

21. Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les soussignés, ès-qualités, font respectivement élection de domicile au siège de la société qu'ils représentent.

22. Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour remplir toutes formalités et effectuer toutes déclarations, significations, dépôts et publications qui pourraient être nécessaires ou utiles. La société apporteuse et la société bénéficiaire de l'apport procéderont dans leurs pays de résidence respectifs à accomplir toutes les formalités nécessaires ou utiles, réaliser toutes les activités nécessaires ou utiles et signer tous les documents requis par les autorités de leurs pays de résidence respectifs pour donner effet à l'apport et au transfert de tous les actifs, passifs, droits et engagements composant la branche d'activités Finance transmise de CINT à CARFIN.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CARFIN qui sera appelée à statuer sur le présent projet d'apport et les opérations y afférentes, tel que plus amplement mentionné au point 19 du présent projet d'apport, sera également appelée à donner une procuration spéciale au STUDIO NOTARILE ASSOCIATO PORFIRI, ayant son siège à Via Albertini n. 12, I-47521 Cesena, Italie et notamment à toute personne représentant cette étude afin de déposer au nom de CINT une copie conforme ou une expédition apostillée du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CARFIN susmentionnée au *Registro delle Imprese* italien, d'en assurer la publication audit registre et d'accomplir toutes les formalités nécessaires à cet effet ainsi que toutes autres éventuelles formalités qui s'avèreront nécessaires dans les circonstances.

23. Documents

A l'exception des documents auxquels les actionnaires des sociétés participant à l'apport ont renoncé conformément aux dispositions de la LSC et, le cas échéant, du CCIV et des informations contenues dans le présent projet d'apport, les actionnaires de la société bénéficiaire de l'apport ont le droit un (1) mois avant la date de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CARFIN appelées à se prononcer sur le projet d'apport, de prendre connaissance, au siège social de CARFIN ou obtenir une copie intégrale ou partielle, des documents prévus à l'article 1031-7 de la LSC.

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet d'apport, conformément aux dispositions des articles 1031-1 et suivants de la LSC.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en date qu'en tête des présentes.

L'an deux mille dix-vingt, le 15 décembre

Et après lecture faite, le présent acte a été approuvé et confirmé par les comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, qui l'ont signé avec Nous notaire.

SUIT LA TRADUCTION LIBRE EN LANGUE ITALIENNE DU
TEXTE QUI PRECEDE

DI SEGUITO LA TRADUZIONE LIBERA IN LINGUA ITALIANA
DEL TESTO PRECEDENTE

In data quindici dicembre duemilaventi

Dinanzi alla sottoscritta Dott.ssa Cosita DELVAUX, notaio in Lussemburgo, Granducato di Lussemburgo

SONO COMPARSI:

I. Il Signor Benoit TASSIGNY, collaboratore di notaio, con domicilio professionale a L-1840 Lussemburgo, 36, Boulevard Joseph II,

che interviene nella qualità di delegato nominato con un « *ATTO DI NOMINA DI UN DELEGATO* » sottoscritto il 10 dicembre 2020 dal Sig. Enrico GOMIERO, amministratore delegato della società europea CARRARO INTERNATIONAL S.E., in seguito più ampiamente descritta, quest'ultimo agendo in virtù dei poteri che gli sono stati conferiti con decisione del consiglio d'amministrazione di CARRARO INTERNATIONAL S.E., in data 4 dicembre 2020,

un estratto di questa decisione del consiglio d'amministrazione di CARRARO INTERNATIONAL S.E. e una copia dell' « *ATTO DI NOMINA DI UN DELEGATO* » sopra menzionato, dopo essere stati sottoscritti « *ne varietur* » dai comparenti e dal Notaio rogante, resteranno allegati a quest'atto per essere sottoposti alle medesime formalità.

II. Il Signor Benoit TASSIGNY, collaboratore di notaio, con domicilio professionale a L-1840 Lussemburgo, 36, Boulevard Joseph II,

che interviene nella qualità di procuratore speciale nominato da una decisione scritta dell'amministratore unico della società per azioni CARRARO FINANCE S.A., in seguito più ampiamente descritta, in data 11 dicembre 2020,

una copia della decisione scritta dell'amministratore unico di CARRARO FINANCE S.A. sopra menzionata, dopo essere stata sottoscritta « *ne varietur* » dai comparenti e dal Notaio rogante, resterà allegata a quest'atto per essere sottoposta alle medesime formalità.

I suddetti comparenti, nelle rispettive qualità, hanno richiesto al Notaio rogante di redigere il seguente progetto di apporto e di trasferimento di un ramo d'azienda:

PROGETTO DI APPORTO E DI TRASFERIMENTO DI UN RAMO D'AZIENDA

1. Premessa

La società europea CARRARO INTERNATIONAL S.E. ha per attività principali le attività di holding e di intermediazioni finanziarie [ATECO 642000 : 649960].

Alla data del presente progetto di apporto e trasferimento di ramo d'azienda, la società europea CARRARO INTERNATIONAL S.E. è titolare della totalità delle

azioni che costituiscono il capitale sociale della società CARRARO FINANCE S.A.

Nel quadro della strategia globale del gruppo CARRARO, del quale fanno parte CARRARO INTERNATIONAL S.E. e CARRARO FINANCE S.A., è previsto di procedere al trasferimento e conferimento ad un'altra società dello stesso gruppo delle attività di « Finanza » che sono effettuate da CARRARO INTERNATIONAL S.E. e che rappresentano la totalità delle attività, delle passività e dei rapporti contrattuali di CARRARO INTERNATIONAL S.E., ad eccezione:

- 1) delle attività, delle passività e dei rapporti contrattuali, diversi da quelli riferibili alla succursale lussemburghese di CARRARO INTERNATIONAL S.E. e da quelli strettamente inerenti alle suddette attività di « Finanza ». Queste attività, passività e rapporti diversi includono, ad esempio, il consiglio di amministrazione di CARRARO INTERNATIONAL S.E. così come ogni servizio reso in favore delle attività sociali di CARRARO INTERNATIONAL S.E. ivi comprese le imposte e posizioni fiscali riferibili a tali attività (di seguito, le « **Attività Non Finanziarie** »);
- 2) delle partecipazioni detenute nelle società menzionate all'Allegato 1 (le « **Partecipazioni** ») e della totalità delle attività, passività e rapporti contrattuali relativi alle Partecipazioni, ivi compreso il credito finanziario verso Enertronica Santerno S.p.A. (di seguito, il « **Credito Finanziario Enertronica** »); e
- 3) del contratto di finanziamento stipulato con la Banca Europea degli Investimenti (BEI) in data 18 dicembre 2019 e di tutte le poste ad esso correlate (di seguito, il « **Contratto di Finanziamento BEI** »),

che rimarranno in capo a CARRARO INTERNATIONAL S.E. Le Attività Non Finanziarie, il Contratto di Finanziamento BEI, le Partecipazioni e la totalità delle attività, passività e rapporti contrattuali relativi alle Partecipazioni, ivi compreso il Credito Finanziario Enertronica, saranno di seguito definiti gli « **Elementi Esclusi** ».

In particolare, le attività da trasferire sono effettuate sia da CARRARO INTERNATIONAL S.E. essa stessa e direttamente, sia per il tramite di una succursale di CARRARO INTERNATIONAL S.E. avente sede in rue des Bains n. 15, L-1212 Lussemburgo, Granducato di Lussemburgo. La succursale di CARRARO INTERNATIONAL S.E. menzionata nella frase precedente sarà di seguito definita « CINTLUX ».

Pertanto, la società europea CARRARO INTERNATIONAL S.E. intende fare apporto alla società CARRARO FINANCE S.A. di un ramo d'azienda completo e autonomo comprendente l'attività di « Finanza » di CARRARO INTERNATIONAL S.E., quale definita sopra. Il ramo d'azienda « Finanza » comprendente la totalità delle attività, delle passività e dei rapporti contrattuali di CARRARO INTERNATIONAL S.E., ad eccezione degli Elementi Esclusi, sarà di seguito definito « **il Ramo d'Azienda Finanza** ».

CARRARO FINANCE S.A. intende prendere in carico e continuare l'esercizio dell'attività di « Finanza » di CARRARO INTERNATIONAL S.E., nelle stesse condizioni di esercizio di quelle esistenti.

Il Consiglio di Amministrazione della società europea CARRARO INTERNATIONAL S.E. e l'amministratore unico della società CARRARO FINANCE S.A. propongono di conseguenza di procedere ad un'operazione di apporto e conferimento di ramo d'azienda, per la quale la società CARRARO INTERNATIONAL S.E. trasferirà, senza sciogliersi e senza eccezioni o riserve, alla società CARRARO FINANCE S.A. il Ramo d'Azienda Finanza, come sopra definito, verso una remunerazione consistente in azioni della società CARRARO FINANCE S.A., e ciò conformemente al progetto d'apporto seguente:

2. Presentazione delle società partecipanti all'operazione di conferimento

2.1 La società conferente

CARRARO INTERNATIONAL S.E. è una società europea di diritto italiano, inizialmente costituita sotto forma di società per azioni di diritto lussemburghese, con atto ricevuto dal Notaio Jacques DELVAUX in data 10 febbraio 1999, pubblicato nel Memoriale C, Raccolta delle Società e Associazioni, con il numero 367 del 21 maggio 1999, di seguito trasformata in società europea con atto del sottoscritto Notaio in data 21 dicembre 2017, pubblicato nel RESA (Raccolta Elettronica delle Società e Associazioni) con il numero RESA_2018_009.497, in data 10 gennaio 2018, che ha infine trasferito la sua sede sociale in Italia con deliberazione dell'assemblea generale straordinaria di CARRARO INTERNATIONAL S.E. del 28 marzo 2018, il cui verbale è stato redatto dal sottoscritto Notaio e pubblicato nel RESA con il numero RESA_2018_074.655.

CARRARO INTERNATIONAL S.E. ha la sua sede sociale in Via Olmo 37, I-35011 Campodarsego, Italia, iscritta al Registro delle Imprese di Padova, Italia, codice fiscale italiano e numero d'iscrizione al Registro delle Imprese 92198680289, partita IVA italiana 04861850289, numero di repertorio economico-amministrativo (REA) PD-445723.

Il capitale sociale di CARRARO INTERNATIONAL S.E. è pari ad EUR 13.500.000 (tredici milioni cinquecentomila Euro), rappresentato da 13.500 (tredici mila cinquecento) azioni nominative, del valore nominale di EUR 1.000 (mille Euro) ciascuna, interamente sottoscritte e liberate.

L'oggetto sociale di CARRARO INTERNATIONAL S.E. è il seguente:

« ARTICOLO 4. OGGETTO

La società ha per oggetto le seguenti attività:

- *l'attività di holding ed in particolare l'acquisto, la gestione, il possesso e la vendita di titoli azionari ed obbligazionari, di quote e di titoli similari, nonché di partecipazioni o interessenze in altre società qualunque sia*

l'attività da esse esercitata, tanto con sede in Italia, quanto all'estero, a scopo di investimento e non di collocamento, e quindi non nei confronti del pubblico;

- *il finanziamento delle società partecipate e collegate, della controllante e delle sue partecipate e collegate nei limiti e condizioni di legge; le attività qui indicate dovranno essere tassativamente svolte solo nei confronti delle società partecipate, collegate, della controllante e delle sue partecipate e collegate, essendo espressamente esclusa ogni attività finanziaria nei confronti del pubblico e quindi dei terzi in genere;*
- *qualsiasi attività avente ad oggetto la gestione centralizzata della tesoreria, la gestione e copertura del rischio di cambio e di tasso di interesse ivi incluso il coordinamento delle attività finanziarie del gruppo, in qualsiasi forma a favore e nei confronti delle società partecipate e collegate nonché a favore della Società controllante e delle sue partecipate e collegate, entro i limiti stabiliti dalla legge;*
- *l'acquisto, la vendita, la permuta, la gestione e la locazione di beni immobili in genere, la costruzione di fabbricati, anche a mezzo di terzi, la vendita, permuta, locazione, oltre che la gestione degli stessi, tanto in blocco che frazionati.*

La Società potrà inoltre compiere tutte le operazioni commerciali, industriali, finanziarie e di tesoreria, mobiliari ed immobiliari che saranno ritenute utili, per il conseguimento dello scopo sociale, dall'Organo Amministrativo.

La società potrà prestare per le società partecipate e consociate avalli, fideiussioni ed ogni garanzia anche reale.

È espressamente esclusa dall'attività sociale la raccolta del risparmio tra il pubblico e l'acquisto e la vendita mediante offerta al pubblico di strumenti finanziari disciplinati dal T.U.I.F. (D.Lgs. 24/2/1998 n° 58), nonché l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di assunzione di partecipazioni, di concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, di prestazione di servizi di pagamento e di intermediazione in cambi e ogni altra attività di cui all'art. 106 T.U.L.B. (D.Lgs. 1/9/1993 n° 385). È altresì esclusa, in maniera tassativa, qualsiasi attività che sia riservata agli iscritti in albi professionali previsti dal D.Lgs. 58/98.

L'assunzione di partecipazioni che comportano una responsabilità illimitata dovrà essere deliberata dall'Assemblea Ordinaria dei Soci. »

CARRARO INTERNATIONAL S.E. sarà di seguito definita la « **Società Apportante o Conferente** » o « **CINT** ».

2.2 La società beneficiaria del conferimento

CARRARO FINANCE S.A. è una società per azioni di diritto lussemburghese,

costituita con atto ricevuto dalla Dottoressa Cosita DELVAUX, Notaio residente a Lussemburgo, Granducato di Lussemburgo, in data 30 ottobre 2020, pubblicato nel RESA N° RESA_2020_254 il 13 novembre 2020.

CARRARO FINANCE S.A. ha la sua sede sociale a 15, rue des Bains, L-1212 Lussemburgo ed è iscritta nel Registro di Commercio e delle Società (R.C.S.) di ed a Lussemburgo, alla sezione B, numero 248536.

Il capitale sociale di CARRARO FINANCE S.A. è pari ad EUR 30.000 (trentamila Euro) rappresentato da 300 (trecento) azioni nominative del valore nominale di EUR 100 (cento Euro) ciascuna, interamente sottoscritte e liberate.

L'oggetto sociale di CARRARO FINANCE S.A. è il seguente:

ARTICOLO 4. OGGETTO

La società ha per oggetto la partecipazione, in qualsiasi forma, in qualsiasi impresa lussemburghese o straniera, l'acquisizione di qualsiasi titolo e diritto, per via di partecipazione, di apporto, di sottoscrizione, di impegno irrevocabile o di opzione d'acquisto e in ogni altro modo e tra l'altro l'acquisizione di brevetti, marchi di fabbrica e licenze, la loro gestione e la loro valorizzazione, così come tutte le operazioni connesse direttamente o indirettamente all'oggetto della società. Essa potrà obbligarsi per mezzo di prestiti in qualsiasi forma, con o senza garanzia, in qualunque divisa e specificamente per mezzo dell'emissione di prestiti ordinari, subordinati, con diritto di sottoscrizione o convertibili, sotto forma di obbligazioni al portatore o altra.

Ad ogni effetto, la società può in particolare prestare ogni assistenza, accordare ogni forma di credito, prestare fideiussione, in qualsiasi forma e in qualsiasi divisa, esercitare ogni attività avente per oggetto la gestione centralizzata della tesoreria, la gestione e la copertura del rischio di cambio e di tasso come anche il coordinamento delle attività finanziarie del gruppo, in favore e nei confronti delle società in cui essa stessa ha una partecipazione diretta o indiretta, un interesse diretto o indiretto, così come di quelle che dipendono o che sono connesse direttamente o indirettamente al gruppo di cui la società fa parte, ivi compresa, entro i limiti fissati dalla legge del 10 agosto 1915, come modificata, la sua società controllante, sia con fondi propri sia prendendo a prestito da queste stesse società del gruppo o dalla sua società controllante, oppure utilizzando i fondi provenienti da qualsiasi forma di prestito ottenuto dalla stessa società.

La società potrà inoltre esercitare, attraverso le proprie filiali o succursali costituite all'estero, qualsiasi attività di acquisto, di vendita o di commercializzazione di prodotti dell'industria meccanica ed elettronica, come pure ogni attività di prestazione di servizi, di supporto commerciale, di marketing, di ricerca, d'ingegneria e di assistenza tecnica relativa o integrativa della precedente.

Inoltre, la società può effettuare tutte le operazioni commerciali, finanziarie, mobiliari e immobiliari connesse direttamente o indirettamente al suo oggetto o suscettibili di facilitarne la realizzazione.

CARRARO FINANCE S.A. sarà di seguito definita la « **Società Beneficiaria dell'Apporto** » o in abbreviazione « **CARFIN** ».

Per i fini del presente progetto, la Società Apportante e la Società Beneficiaria dell'Apporto sono congiuntamente denominate « **le Società Partecipanti all'Apporto** ».

3. Descrizione del Ramo d'Azienda Finanza che forma oggetto del conferimento

Il Ramo d'Azienda Finanza è una parte autonoma dell'impresa composta :

- (i) dall'insieme delle attività di « Finanza » che CINT e la sua succursale CINTLUX esercitano e che consistono specificamente nell'attività finanziaria, di tesoreria e di consulenza a beneficio delle società controllate, collegate e della società controllante, oltre che nella realizzazione di tutte le operazioni accessorie o connesse a queste attività, in accordo con le politiche d'impresa e secondo le necessità strategiche del gruppo Carraro; e
- (ii) dalla totalità delle attività, delle passività e dei rapporti contrattuali inerenti a questo ramo d'azienda, che comprendono specificamente l'insieme degli elementi materiali e immateriali costituenti il patrimonio aziendale, il personale dipendente, i prestiti obbligazionari emessi da CINT menzionati al punto 17.2 che segue nonché ogni altro elemento concorrente o necessario all'esercizio delle attività sopra menzionate, che corrispondono alla totalità delle attività, passività e rapporti contrattuali di CINT, ad eccezione degli Elementi Esclusi,

gli elementi suddetti costituendo nel loro insieme un'unità economica che dal punto di vista tecnico e sotto il profilo dell'organizzazione funziona in maniera autonoma, con i propri mezzi, sotto la direzione degli organi sociali della stessa CINT e per il tramite di CINTLUX, per quanto riguarda le specifiche attività che formano oggetto di quest'ultima.

CINTLUX è una succursale lussemburghese, senza rappresentanza stabile, creata da CARRARO INTERNATIONAL S.E. il 2 maggio 2018 e registrata nel Registro di Commercio e delle Società (R.C.S.) di ed a Lussemburgo il 1° giugno 2018, alla sezione B, numero 224742 e sotto la denominazione di CARRARO INTERNATIONAL S.E. - Succursale di Lussemburgo.

CINTLUX ha sede in rue des Bains n. 15, L-1212 Lussemburgo. Essa ha per oggetto la partecipazione, in qualsiasi forma, in qualsiasi impresa lussemburghese o straniera, l'acquisizione di qualsiasi titolo e diritto, per via di partecipazione, di apporto, di sottoscrizione, di impegno irrevocabile o di opzione d'acquisto e in ogni altro modo e tra l'altro l'acquisizione di brevetti, marchi di fabbrica e licenze, la loro gestione e la loro valorizzazione, così come tutte le operazioni connesse direttamente o indirettamente all'oggetto della succursale. A questi effetti, CINTLUX può in particolare prestare ogni assistenza, accordare ogni forma di credito, prestare fideiussione, in qualsiasi forma e in qualsiasi divisa,

esercitare ogni attività avente per oggetto la gestione centralizzata della tesoreria, la gestione e la copertura del rischio di cambio e di tasso come anche il coordinamento delle attività finanziarie del gruppo CARRARO.

4. Motivi e finalità dell'operazione di conferimento

L'oggetto della progettata operazione d'apporto è una riorganizzazione avente per obiettivo di raggruppare in seno ad una stessa entità (CARRARO FINANCE S.A.) le attività di « Finanza ». L'operazione mira a favorire lo sviluppo futuro di CARRARO FINANCE S.A. e del gruppo CARRARO nel suo insieme in ambito internazionale.

In effetti, l'importanza crescente del Granducato del Lussemburgo come centro finanziario e delle istituzioni bancarie e finanziarie ivi stabilite evidenzia la necessità che il gruppo Carraro sia presente in Lussemburgo attraverso una società (CARRARO FINANCE S.A.) e non una succursale. Nel breve termine, il gruppo CARRARO si attende che il risultato di quest'operazione consista nell'ottimizzare le sue capacità operative sui mercati finanziari, mettendo in atto una gestione più efficace dei relativi costi e migliorando di conseguenza il risultato economico complessivo. Nel lungo termine, il gruppo CARRARO si attende che il risultato di quest'operazione consista nel poter seguire rapidamente tutti gli sviluppi dei mercati finanziari, essendo vicino al luogo in cui gli stessi si verificano.

5. Modalità dell'operazione d'apporto

Dal punto di vista lussemburghese, l'operazione d'apporto si presenta come un **apporto di ramo d'azienda** come previsto dall'articolo 1040-3 della legge lussemburghese del 10 agosto 1915 sulle società commerciali, come modificata, di seguito la « LSC ». Dal punto di vista italiano, l'operazione d'apporto si presenta come un conferimento di ramo d'azienda che è regolato dagli articoli da 2556 a 2560, come modificati, del Codice civile italiano, di seguito il « CCIV ».

Dal punto di vista del diritto lussemburghese, l'operazione è soggetta alle disposizioni degli articoli da 1030-1 a 1033-1, eccetto l'articolo 1031-16, della LSC, dal momento che la Società Apportante (CINT) trasferirà, senza sciogliersi, alla Società Beneficiaria dell'Apporto (CARFIN) un ramo della sua azienda (il Ramo d'Azienda Finanza), insieme con le attività, le passività e i rapporti contrattuali inerenti, verso una remunerazione consistente in azioni della Società Beneficiaria dell'Apporto (CARFIN).

In effetti, conformemente alle disposizioni degli articoli del CCIV di cui sopra, il trasferimento alla Società Beneficiaria dell'Apporto delle attività e delle passività inerenti al Ramo d'Azienda Finanza interverrà di pieno diritto laddove, conformemente alle disposizioni dell'articolo 1040-3, secondo paragrafo della LSC il detto trasferimento non interverrà di pieno diritto che nel caso in cui le società partecipanti all'apporto decidano di assoggettare l'operazione d'apporto al regime organizzato delle scissioni e più particolarmente alle disposizioni previste dagli articoli da 1030-1 a 1033-1, eccetto l'articolo 1031-16, della LSC.

Di conseguenza, le Società Partecipanti all'Apporto hanno deciso, di comune

accordo, di sottoporre l'apporto di ramo d'azienda di cui al presente atto a titolo integrativo, e unicamente per quanto riguarda le disposizioni di legge lussemburghese, al regime organizzato delle scissioni e più particolarmente alle disposizioni previste dagli articoli da 1030-1 a 1033-1, eccetto l'articolo 1031-16, della LSC, come consentito dall'articolo 1040-3, secondo paragrafo della LSC.

In tali circostanze, quando nel presente progetto d'apporto si fa riferimento ai sopra menzionati articoli della LSC concernenti le scissioni in diritto lussemburghese, nessun riferimento è fatto alle disposizioni di legge riguardanti le scissioni nel diritto italiano previste dal CCIV, ad eccezione delle disposizioni citate nel paragrafo seguente.

Conformemente all'articolo 1031-2 della LSC, il presente progetto di apporto di ramo d'azienda sarà pubblicato nella Raccolta Elettronica delle Società e Associazioni («RESA») in Lussemburgo. In diritto italiano, al solo fine di permettere ai terzi di avere conoscenza dell'operazione e senza che ciò abbia alcuna rilevanza o alcun effetto giuridico interno, il presente progetto d'apporto di ramo d'azienda sarà sottoposto alla forma di pubblicazione che consiste nella messa a disposizione del presente progetto sul sito Internet della Società Apportante e del gruppo CARRARO (www.carraro.com), tenuto conto che questa forma di pubblicazione è prevista in materia di fusioni e, per analogia, in materia di scissioni nel contesto giuridico nazionale italiano dall'articolo 2501-ter, secondo paragrafo del CCIV, quale forma di pubblicazione alternativa alla pubblicazione del progetto di fusione e del progetto di scissione nel Registro delle Imprese italiano. A questo proposito, l'articolo 2501-ter, secondo paragrafo del CCIV dispone che:

« Il progetto di fusione è depositato per l'iscrizione nel registro delle imprese del luogo ove hanno sede le società partecipanti alla fusione. In alternativa al deposito presso il registro delle imprese il progetto di fusione è pubblicato sul sito Internet della società, con modalità atte a garantire la sicurezza del sito medesimo, l'autenticità dei documenti e la certezza della data di pubblicazione ».

Infine, per quanto riguarda l'identità degli organi sociali delle società partecipanti all'apporto che sono titolari del potere di approvare l'operazione, l'operazione di apporto di ramo d'azienda di cui al presente atto richiede, per quanto riguarda la Società Apportante (CINT), l'approvazione dell'operazione da parte del Consiglio di Amministrazione e, per quanto riguarda la Società Beneficiaria dell'Apporto (CARFIN), l'approvazione da parte dell'assemblea generale straordinaria dei soci. Il verbale della suddetta assemblea generale, così come il presente progetto d'apporto, devono essere redatti in questo caso per atto notarile conformemente alle disposizioni dell'articolo 1031-13 della LSC. Il Consiglio d'Amministrazione di CINT ha già approvato l'operazione di apporto del ramo d'azienda di cui al presente atto, nella sua interezza, con la sua decisione del 4 dicembre 2020; in diritto italiano, l'approvazione dell'operazione di apporto del ramo d'azienda di cui al presente atto non necessita dell'approvazione da parte dell'assemblea generale degli azionisti di CINT.

Gli azionisti di CARFIN saranno chiamati almeno un mese dopo:

- (i) la pubblicazione del presente progetto d'apporto sul sito Internet della Società Apportante e del gruppo CARRARO (www.carraro.com); e
- (ii) il deposito e la pubblicazione del presente progetto d'apporto nella Raccolta Elettronica delle Società e Associazioni («RESA») in Lussemburgo,

a deliberare sul presente progetto d'apporto e le operazioni ad esso relative nonché sulle operazioni preliminari all'apporto, come descritto al punto 19 di quest'atto.

6. Destinazione del ramo d'azienda in capo alla società beneficiaria dell'apporto e formalità inerenti.

Come precisato in premessa, CARFIN intende condurre e continuare, senza eccezioni o riserve, le attività del Ramo d'Azienda Finanza, nelle stesse condizioni di esercizio, destinazione e rappresentanza che esistono ad oggi, e con lo stesso personale addetto al Ramo d'Azienda Finanza prima dell'apporto.

A questo fine:

- (i) CARFIN manterrà l'esercizio dell'attività del Ramo d'Azienda Finanza, sotto la direzione degli organi sociali di CARFIN;
- (ii) l'insieme dei beni, attività, diritti, passività, obblighi e rapporti contrattuali che compongono il Ramo d'Azienda Finanza saranno presi in carico da CARFIN nelle condizioni previste al punto 9.4 del presente progetto d'apporto. Nella misura in cui questi beni, attività, diritti, passività, obblighi e rapporti contrattuali erano attribuiti da CINT a CINTLUX, essi saranno considerati come attribuiti di pieno diritto a CARFIN, senza eccezioni o riserve, nelle stesse condizioni di fatto e di diritto che esistevano in CINT e CINTLUX rispettivamente prima dell'apporto;
- (iii) l'insieme del personale impiegato da CINTLUX, così come i diritti ed obblighi risultanti dai contratti di lavoro che legano questo personale a CINTLUX prima dell'apporto, saranno trasferiti a CARFIN nelle condizioni previste dal punto 9.4 del presente progetto d'apporto e saranno considerati come attribuiti di pieno diritto a CARFIN, senza eccezioni o riserve, nelle stesse condizioni di fatto e di diritto che esistevano in CINTLUX prima dell'apporto. CARFIN rispetterà e darà esecuzione a tutti i contratti e gli obblighi, per quanto riguarda ciascun membro del personale trasferito, secondo i termini, le condizioni e le modalità dei contratti ed obblighi conclusi, come specificato al punto 10 del presente progetto d'apporto;
- (iv) CARFIN e, se necessario, CINT compiranno tutte le formalità necessarie per i fini di cui sopra.

7. Bilanci annuali, situazioni contabili considerate per l'operazione d'apporto e metodi di valutazione

7.1 Bilanci annuali

CINT e CARFIN concludono il proprio esercizio sociale il 31 dicembre di ogni anno.

Gli ultimi bilanci annuali di CINT approvati dall'assemblea generale degli azionisti di CINT sono quelli chiusi alla data del 31 dicembre 2019. CARFIN è stata costituita il 30 ottobre 2020, cosicché essa non ha ancora concluso il suo primo esercizio sociale, che avrà termine il 31 dicembre 2021, e i bilanci annuali di CARFIN non esistono alla data del presente atto.

7.2 Situazioni contabili considerate per l'operazione d'apporto.

I termini e le condizioni del presente progetto d'apporto sono stati definiti dalle Società Partecipanti all'Apporto sulla base di una situazione contabile che riflette i valori al 30 settembre 2020 per CINT e CINTLUX e i valori al 31 ottobre 2020 per CARFIN.

Trattandosi di un'operazione di apporto tra società facenti parte dello stesso gruppo, si propone agli azionisti delle Società Partecipanti all'Apporto, in applicazione delle disposizioni dell'articolo 1031-8 della LSC, di rinunciare alla messa a disposizione degli azionisti delle società partecipanti all'apporto delle situazioni contabili previste dall'articolo 1031-7, paragrafo (1), punto 3° della LSC.

Conformemente alle disposizioni dell'articolo 1031-7, paragrafo (1), punto 2° della LSC, i bilanci annuali e le relazioni degli amministratori degli ultimi tre esercizi delle società partecipanti all'apporto saranno messi a disposizione degli azionisti della Società Beneficiaria dell'Apporto, alla sua sede sociale, almeno 1 (un) mese prima della data prevista per la riunione dell'assemblea generale straordinaria degli azionisti della società beneficiaria (CARFIN) chiamata a pronunciarsi sull'operazione d'apporto. In diritto italiano, trattandosi di un apporto di ramo d'azienda e non di un'operazione di scissione, la messa a disposizione degli azionisti dei documenti suddetti alla sede sociale della Società Apportante non è richiesta.

7.3 Metodi di valutazione

I metodi di valutazione applicati, da una parte, per la valorizzazione dell'apporto del Ramo d'Azienda Finanza e, dall'altra parte, per la determinazione delle modalità di remunerazione del detto apporto da parte di CARFIN, sono quelli del valore patrimoniale basato sull'attivo netto contabile con valore al 30 settembre 2020 delle attività e delle passività inerenti al Ramo d'Azienda Finanza e sulla base dell'attivo netto contabile con valore al 31 ottobre 2020 della Società Beneficiaria dell'Apporto (CARFIN).

8. Data di efficacia dell'operazione di apporto e di trasferimento del Ramo d'Azienda Finanza

8.1 Data di efficacia contabile

Dal punto di vista contabile, la data di efficacia è fissata al 31 gennaio 2021, alle ore 24.00, data a partire dalla quale le operazioni inerenti al Ramo d'Azienda Finanza realizzate da CINT, ivi comprese quelle realizzate per il tramite di CINTLUX, saranno considerate dal punto di vista contabile come compiute per conto della Società Beneficiaria dell'Apporto (CARFIN).

8.2 Data di efficacia tra le società partecipanti all'apporto (data di realizzazione dell'apporto)

Tra le Società Partecipanti all'Apporto, l'apporto e il trasferimento del Ramo d'Azienda Finanza saranno definitivamente realizzati alla data del 31 gennaio 2021, alle ore 24.00 (di seguito, la « **Data di Efficacia** »), alla quale il consiglio di amministrazione di CINT e l'assemblea generale straordinaria degli azionisti di CARFIN avranno già approvato il presente progetto di apporto e le operazioni ad esso relative e preliminari ed effettuato le pubblicazioni menzionate al punto 8.3 che segue, conformemente alle disposizioni di legge previste in ciascun paese.

8.3 Data di efficacia nei riguardi dei terzi

Conformemente alle disposizioni previste dall'articolo 1031-15 della LSC, l'apporto e il trasferimento del Ramo d'Azienda Finanza da CINT a CARFIN non avranno effetto nei confronti dei terzi che dopo:

- (i) la pubblicazione nel Registro delle Imprese italiano; e
- (ii) la pubblicazione nella Raccolta Elettronica delle Società e Associazioni (« RESA ») in Lussemburgo,

del verbale dell'assemblea generale straordinaria dei soci di CARFIN che avrà approvato l'apporto di cui al presente progetto nonché le operazioni ad esso relative.

Assumendo ragionevolmente che entrambe le pubblicazioni sopra menzionate abbiano luogo prima del 31 gennaio 2021, alle ore 24.00, la Data di Efficacia dell'apporto – anche nei confronti dei terzi – coinciderà con il 31 gennaio 2021, alle ore 24.00.

9 Designazione e descrizione delle attività e delle passività che compongono il Ramo d'Azienda Finanza – Obblighi e condizioni – Destinazione residuale

La società CINT apporterà a CARFIN, con le garanzie ordinarie di fatto e di diritto, la totalità delle attività, delle passività e dei rapporti contrattuali legati all'esercizio del Ramo d'Azienda Finanza, comprese le attività che sono inerenti a CINTLUX.

Quest'apporto è fatto con l'obbligo per la Società Beneficiaria dell'Apporto di assumere, con quietanza della Società Apportante, tutti gli elementi del passivo e gli obblighi legati esclusivamente ed assolutamente al Ramo d'Azienda Finanza, compresi gli elementi del passivo e gli obblighi inerenti a CINTLUX.

Di conseguenza, in applicazione del diritto lussemburghese, i creditori delle società partecipanti all'apporto, il cui credito è anteriore alla data della pubblicazione degli atti che documentano l'apporto, possono, nonostante qualsiasi patto contrario, entro i due mesi da questa pubblicazione, domandare al presidente della sezione competente del tribunale del distretto in cui ha sede la società debitrice la costituzione di garanzie, conformemente alle disposizioni dell'articolo 1031-10, paragrafi (1) e (2) della LSC.

In applicazione del diritto italiano, i creditori delle società partecipanti all'operazione corrispondente (conferimento di ramo d'azienda) possono invocare il regime della responsabilità solidale della società apportante e della società beneficiaria dell'apporto per i debiti inerenti al ramo d'azienda apportato, che è previsto dall'articolo 2560 del CCIV:

« L'alienante non è liberato dai debiti, inerenti all'esercizio dell'azienda ceduta, anteriori al trasferimento, se non risulta che i creditori vi hanno consentito. Nel trasferimento di un'azienda commerciale risponde dei debiti suddetti anche l'acquirente dell'azienda, se essi risultano dai libri contabili obbligatori ».

La totalità degli elementi dell'attivo e del passivo che saranno così trasmessi da CINT a CARFIN e che compongono il Ramo d'Azienda Finanza comprenderanno la totalità degli elementi dell'attivo e del passivo così come tutti i rapporti contrattuali inerenti a CINTLUX che compongono il detto ramo (ad eccezione degli Elementi Esclusi), così come esisteranno alla data di realizzazione dell'apporto, e saranno considerati, a partire dalla data del loro trasferimento a CARFIN, come attribuiti a CARFIN di pieno diritto, precisando che l'apporto sarà considerato come realizzato tra le Società Partecipanti all'Apporto alla Data di Efficacia.

Di conseguenza:

- a) la designazione sottostante degli elementi dell'attivo apportati a CARFIN e degli elementi del passivo da essa presi in carico è fatta, per quanto riguarda gli elementi inerenti a CINTLUX, sulla base della situazione contabile di CINTLUX definita con valore al 30 settembre 2020;
- b) tutte le operazioni attive e passive compiute da CINT, anche per il tramite di CINTLUX, e inerenti al Ramo d'Azienda Finanza a partire dalla Data di Efficacia saranno quindi considerate dal punto di vista contabile come compiute per conto di CARFIN.

9.1 Designazione delle attività apportate e delle passività prese in carico

Il bilancio sintetico con valore al 30 settembre 2020 delle attività e delle passività inerenti al Ramo d'Azienda Finanza e apportate da CINT a CARFIN si presenta come segue:

(valori in Euro al 30 settembre 2020)

ATTIVITA' NON CORRENTI	
1) Immobilizzazioni materiali	51.145
2) Immobilizzazioni immateriali	-
3) Investimenti immobiliari	-
4) Partecipazioni in società collegate, controllate e correlate	-
5) Attività finanziarie	82.400.000
6) Imposte differite attive	-
7) Crediti commerciali e altri crediti	13.600
TOTALE ATTIVITA' NON CORRENTI	82.464.745
ATTIVITA' CORRENTI	
1) Rimanenze finali	-
2) Crediti commerciali e altri crediti	-
3) Attività finanziarie	28.524.023
4) Disponibilità liquide	221.748.837
TOTALE ATTIVITA' CORRENTI	250.272.860
TOTALE ATTIVITA'	332.737.605
PASSIVITA' NON CORRENTI	
1) Passività finanziarie	324.566.854
2) Debiti commerciali e altri debiti	-
3) Imposte differite passive	-
4) Fondo benefici ai dipendenti/quiescenza	-
5) Fondi per rischi e oneri	-
TOTALE PASSIVITA' NON CORRENTI	324.566.854
PASSIVITA' CORRENTI	
1) Passività finanziarie	1.799.973
2) Debiti commerciali e altri debiti	370.778
3) Debiti per imposte correnti	-
4) Fondi per rischi e oneri	-
TOTALE PASSIVITA' CORRENTI	2.170.751
TOTALE PASSIVITA'	326.737.605
ATTIVO NETTO APPORTATO	6.000.000

Poichè l'attivo netto apportato corrisponde alla differenza tra l'attivo apportato e il passivo preso in carico, l'attivo netto apportato a CARFIN ammonta dunque alla data del 30 settembre 2020 all'importo di EUR 6.000.000 (sei milioni di Euro).

9.2 Descrizione delle attività apportate e delle passività prese in carico

Il Ramo d'Azienda Finanza è un ramo d'azienda completo ed autonomo che CINT esercita sia direttamente, sia per il tramite di CINTLUX, e che comprende l'attività di « Finanza » di CINT come pure tutte le attività, diritti, passività, obblighi e rapporti contrattuali inerenti, che consistono specificamente in:

Il patrimonio aziendale inerente all'attività di « Finanza » di CINT e più particolarmente :

- l'insieme delle immobilizzazioni immateriali inerenti al ramo d'azienda nonché tutti i contratti, fatture ed altri documenti relativi a queste immobilizzazioni, e
- l'insieme delle immobilizzazioni materiali inerenti al ramo d'azienda, gli impianti, apparecchi, attrezzature d'ufficio, mobili, utensili, materiali, nonché tutti i contratti, fatture ed altri documenti relativi a queste immobilizzazioni, ivi compresi i libri e i documenti contabili di CINTLUX.

I prestiti e i prestiti obbligazionari.

Il personale e i contratti di lavoro conclusi con i dipendenti addetti al Ramo d'Azienda Finanza, consistenti alla data del presente atto in 2 (due) contratti di lavoro riguardanti 2 (due) dipendenti.

L'insieme delle altre attività finanziarie e non finanziarie inerenti al Ramo d'Azienda Finanza, quali i crediti verso clienti, verso imprese collegate, nei confronti del personale, le linee di credito infragruppo, i crediti d'imposta, gli altri crediti, gli averi in banca e in cassa nonché tutti i diritti e/o obblighi derivanti da o inerenti a conti correnti aperti presso istituti di credito o altre istituzioni autorizzate a tal fine come indicati nell'Allegato 2.

Tutti gli altri diritti derivanti direttamente o indirettamente da contratti, fatture o altri documenti stipulati o sottoscritti da CINT direttamente o da CINTLUX e inerenti al Ramo d'Azienda Finanza.

L'insieme delle passività finanziarie e non finanziarie inerenti al Ramo d'Azienda Finanza, quali i debiti verso fornitori, verso imprese collegate, verso il personale, i debiti fiscali e a titolo di previdenza sociale nonché gli altri debiti.

Tutti gli altri obblighi derivanti direttamente o indirettamente da contratti, fatture e altri documenti stipulati o sottoscritti da CINT direttamente o da CINTLUX e inerenti al Ramo d'Azienda Finanza.

9.3 Proprietà e godimento

CARFIN sarà proprietaria ed entrerà in possesso dei beni e diritti apportati a titolo di apporto a partire dalla Data di Efficacia dell'apporto, con riserva:

- (i) delle disposizioni previste dall'articolo 1031-15 della LSC riguardanti l'effetto dell'apporto nei confronti dei terzi;

- (ii) delle disposizioni previste, se del caso, da leggi speciali per quanto riguarda il trasferimento dei diritti di proprietà industriale e intellettuale nonché dei diritti reali diversi dalle garanzie reali su beni mobili e immobili che non è opponibile ai terzi che alle condizioni previste dalle dette leggi speciali che regolano queste operazioni.

Inoltre, è espressamente pattuito che le operazioni sia attive che passive, intraprese per l'esercizio del Ramo d'Azienda Finanza apportato ed effettuate da CINT a partire dalla Data di Efficacia saranno considerate come fatte di pieno diritto per esclusivo conto di CARFIN.

Prima della Data di Efficacia, gli amministratori di CINT così come il rappresentante di CINTLUX continueranno a gestire il Ramo d'Azienda Finanza secondo gli stessi principi di prima, ma s'impegnano a domandare l'accordo preventivo di CARFIN per qualsiasi atto importante suscettibile di produrre effetto sui beni apportati.

CARFIN, quanto ad essa, accetta di prendere in carico, il giorno in cui entrerà effettivamente in possesso dei beni, tutti gli attivi e i passivi così come esisteranno in quel momento e così come essi terranno luogo di quelli designati nel presente progetto d'apporto (sulla base della situazione contabile di CINT e della situazione contabile di CINTLUX definite con valore al 30 settembre 2020 di cui sopra).

In via generale, CARFIN subentrerà puramente e semplicemente, in tutti i diritti, azioni, obbligazioni ed impegni vari riguardanti o inerenti il Ramo d'Azienda Finanza, senza che abbia luogo novazione, delegazione o cessione di credito, nella misura in cui tali diritti, azioni, obbligazioni ed impegni siano relativi ai beni che formano oggetto del presente apporto.

CARFIN dichiara di ben conoscere ed accettare le modifiche intervenute o sul punto d'intervenire tra la data del presente atto e la Data di Efficacia, nella consistenza delle attività apportate o delle passività prese in carico.

A questo riguardo, CARFIN farà riferimento alla contabilità tenuta da CINT e alla contabilità separata tenuta da CINTLUX, per quanto riguarda le attività, le passività ed i rapporti contrattuali che sono inerenti a CINTLUX.

9.4 Obblighi e condizioni dell'apporto del Ramo d'Azienda Finanza

CARFIN prenderà in carico i beni apportati nello stato in cui si troveranno al giorno della Data di Efficacia dell'apporto, senza poter esercitare alcun regresso contro CINT, per qualsiasi causa, e in particolare per errore nella designazione e nel contenuto dei beni, quale che sia l'importanza di essi.

CARFIN beneficerà ugualmente, dopo la realizzazione dell'apporto del Ramo d'Azienda Finanza, della proprietà esclusiva del patrimonio aziendale nonché di tutti gli altri diritti ad essi inerenti.

La trasmissione a titolo d'apporto di tutti gli attivi che compongono il Ramo

d'Azienda Finanza è inoltre accettata e consentita con gli obblighi e alle condizioni seguenti:

- (i) come sopra precisato, CARFIN prenderà in carico tutti i beni e i diritti apportati nello stato in cui si troveranno alla Data di Efficacia dell'apporto;
- (ii) alla realizzazione dell'apporto, CARFIN avrà tutti i poteri specifici per intentare o resistere a tutte le azioni in giudizio in corso o nuove, in luogo di CINT o di CINTLUX, e relative ai beni apportati, al fine di dare esecuzione a qualsiasi decisione, ricevere o pagare qualsiasi somma dovuta in virtù di sentenze o transazioni;
- (iii) a partire dalla Data di Efficacia dell'apporto, CARFIN prenderà in carico e pagherà tutte le imposte e tasse, tutti i premi e contributi assicurativi, così come in via generale tutti gli altri obblighi, ordinari o straordinari, che fanno carico o possano far carico sui beni e diritti apportati, come pure quelli che sono o saranno inerenti all'esercizio o alla proprietà dei beni apportati;
- (iv) CARFIN darà esecuzione, a partire dalla Data di Efficacia dell'apporto, a tutti gli appalti, convenzioni o contratti intervenuti con i terzi e con il personale, relativamente al godimento dei beni apportati, e subentrerà in tutti i diritti e le obbligazioni che ne derivano;
- (v) CARFIN subentrerà a partire dalla Data di Efficacia puramente e semplicemente, senza che vi sia novazione, negli eventuali diritti, azioni, ipoteche, privilegi, garanzie personali o reali in relazione a tutti gli attivi apportati e nei confronti di tutti i debitori senza eccezioni o riserve;
- (vi) in via generale, CARFIN subentrerà puramente e semplicemente, in tutti i diritti, azioni, obbligazioni e impegni vari riguardanti o inerenti il Ramo d'Azienda Finanza e a CINTLUX, nella misura in cui questi diritti, azioni, obbligazioni e impegni sono in rapporto con i beni che formano oggetto del presente apporto;
- (vii) conformemente alla legge, tutti i contratti di lavoro, in corso alla Data di Efficacia dell'apporto, tra CINTLUX, o eventualmente CINT per conto di CINTLUX, e i dipendenti di essa addetti al Ramo d'Azienda Finanza apportato saranno trasferiti a CARFIN e resteranno invariati;
- (viii) CARFIN sarà dunque sostituita a CINTLUX o a CINT per quanto riguarda i diritti e gli obblighi risultanti dai contratti di lavoro e dai trattamenti pensionistici anche complementari che possano essere dovuti, così come per quanto riguarda tutti i benefici ed altri obblighi in denaro o in natura, ivi incluse le ferie retribuite, come pure tutti gli obblighi contributivi e fiscali inerenti.

Per quest'apporto, CINT assume i seguenti obblighi:

- (i) CINT e CINTLUX si obbligano sino alla Data di Efficacia dell'apporto a condurre l'esercizio del Ramo d'Azienda Finanza, come buon padre di famiglia o buon imprenditore, e a non fare né lasciar fare qualunque cosa che possa avere come conseguenza di provocare il deprezzamento del ramo;
- (ii) inoltre, sino alla Data di Efficacia, CINT e CINTLUX si obbligano a non compiere alcun atto di disposizione del patrimonio sociale di CINT sui

beni oggetto del presente apporto, al di fuori delle operazioni sociali correnti, senza l'accordo preventivo di CARFIN, e a non contrattare alcun prestito eccezionale senza il medesimo accordo, in maniera tale da non provocare effetti sui valori convenzionali degli apporti sul cui fondamento sono state poste le basi finanziarie dell'operazione progettata;

- (iii) CINT e CINTLUX si obbligano a fornire a CARFIN tutte le informazioni di cui quest'ultima potrebbe avere bisogno, a sottoscrivere tutto quanto necessario e a prestare a CARFIN tutta l'assistenza utile per assicurarle, nei confronti di chiunque, la trasmissione dei beni e dei diritti inclusi nell'apporto e assicurare il pieno effetto del presente atto. Esse dovranno in particolare, a prima richiesta di CARFIN, compiere tutti gli atti complementari, reiterativi o confirmativi del presente apporto, fornire tutti i documenti giustificativi e sottoscrivere quelli che potranno essere ulteriormente necessari;
- (iv) CINT e CINTLUX si obbligano a rimettere a CARFIN al più presto dopo la realizzazione definitiva del presente apporto, tutti i beni e i diritti qui sopra apportati, nonché tutti i titoli e documenti di qualsiasi natura ad essi relativi.

9.5 Attribuzione residuale

Qualora taluni diritti, obblighi o elementi dell'attivo e/o del passivo relativi al Ramo d'Azienda Finanza non siano stati designati nel presente progetto d'apporto, questi saranno di pieno diritto attribuiti alla Società Beneficiaria dell'Apporto nella misura in cui le Società Partecipanti all'Apporto avranno, di comune accordo, potuto constatare e decidere che tali diritti, attivi, obbligazioni ed impegni sono effettivamente inerenti al Ramo d'Azienda Finanza.

10. Misure previste nei riguardi dei dipendenti di CINT addetti al Ramo d'Azienda Finanza

10.1 Misure

L'apporto del Ramo d'Azienda Finanza da CINT a CARFIN determinerà di pieno diritto il trasferimento a CARFIN dell'insieme del personale addetto al Ramo d'Azienda Finanza.

Come precisato nella premessa e nel punto 6 del presente progetto, CARFIN condurrà, senza eccezioni nè riserve, le attività inerenti al Ramo d'Azienda Finanza. CARFIN continuerà l'attività « Finanza » di CINT nelle stesse condizioni di esercizio, con lo stesso personale impiegato da CINT, così come addetto al Ramo d'Azienda Finanza alla Data di Efficacia dell'apporto.

Alla data di oggi il personale addetto al Ramo d'Azienda Finanza è composto da 2 (due) dipendenti, tutti legati a CINT, per il tramite di CINTLUX, da contratti di lavoro regolati dalla legge lussemburghese. Alla data di oggi non esistono contratti in corso di esecuzione o contratti i cui diritti sono stati temporaneamente sospesi per qualsiasi causa, quali congedo parentale o altre.

Conformemente agli articoli L127-1 e seguenti del capitolo VII del Codice del Lavoro lussemburghese, i diritti ed obblighi risultanti dai contratti di lavoro o dalla relazione di lavoro in corso di esecuzione e interessati dal trasferimento saranno, per effetto di tale trasferimento, trasferiti automaticamente a CARFIN. CARFIN sarà dunque sostituita a CINTLUX o a CINT per quanto riguarda i diritti e gli obblighi risultanti dai contratti di lavoro e dai trattamenti pensionistici anche complementari che possano essere dovuti, così come per quanto riguarda tutti i benefici ed altri obblighi in denaro o in natura, ivi incluse le ferie retribuite, come pure tutti gli obblighi contributivi e fiscali inerenti.

La cancellazione e la reiscrizione presso il Centro Comune della Previdenza Sociale avranno luogo conformemente alle disposizioni di legge (ovvero entro gli 8 giorni dalla Data di Efficacia dell'apporto).

Il trasferimento sopra menzionato si farà senza conseguenze giuridiche, economiche o sociali sfavorevoli per il personale legate al trasferimento dei contratti di lavoro in corso alla Data di Efficacia del trasferimento, nel senso che tutti i diritti e gli obblighi risultanti dai contratti di lavoro esistenti e in corso alla Data di Efficacia del trasferimento tra il personale e CINT o CINTLUX (quali ad esempio la remunerazione, l'orario della prestazione, le funzioni in seno all'impresa, la sede di lavoro, l'anzianità di servizio, altri eventuali vantaggi) resteranno invariati.

In queste circostanze, non ci sono misure specifiche previste nei riguardi del personale.

10.2 Comunicazioni

Il trasferimento sopra menzionato si farà nel rispetto dell'articolo 127-6 (4) del Codice del Lavoro lussemburghese per quanto riguarda le informazioni da comunicare al personale interessato dal trasferimento progettato. Queste comunicazioni saranno effettuate preventivamente alla data di approvazione del presente progetto d'apporto da parte dell'assemblea generale straordinaria degli azionisti di CARFIN.

11. Rapporto di cambio – remunerazione degli apporti

11.1 Rapporto di cambio

Considerando che il presente progetto ha per oggetto un'operazione di apporto di ramo d'azienda e non un'operazione di scissione, l'articolo 1031-1, paragrafo (2), punto 2° della LSC non trova applicazione e non vi è ragione di determinare un rapporto di cambio.

11.2 Remunerazione degli apporti

A titolo di remunerazione dell'attivo netto apportato così come descritto al punto 9 di sopra, la Società Apportante riceverà nuove azioni rappresentative del capitale sociale di CARFIN che saranno emesse da CARFIN nel quadro di un

aumento del suo capitale sociale.

La remunerazione che sarà attribuita alla Società Apportante (CINT) è stata determinata secondo i principi enunciati al punto 7.3 del presente progetto di apporto, ovvero sulla base dell'attivo netto contabile definito con valore al 30 settembre 2020 delle attività e delle passività inerenti al Ramo d'Azienda Finanza e sulla base dell'attivo netto contabile definito con valore al 31 ottobre 2020 della Società Beneficiaria dell'Apporto.

Sulla base di questi principi e a titolo di remunerazione dell'attivo netto contabile apportato nella somma totale di EUR 6.000.000 (sei milioni di Euro) CARFIN emetterà ed attribuirà a CINT 30.000 (trentamila) azioni ordinarie nuove, che godranno dei medesimi diritti e vantaggi delle azioni esistenti, del valore nominale di EUR 100 (cento Euro) ciascuna, per un aumento di capitale di CARFIN nell'importo totale di EUR 3.000.000 (tre milioni di Euro), laddove le 30.000 (trentamila) nuove azioni saranno emesse al valore nominale e assortite di un premio di emissione dell'importo di EUR 100 (cento Euro) per azione e quindi di un importo totale di EUR 3.000.000 (tre milioni di Euro). Il premio di emissione globale (« sovrapprezzo ») menzionato nella frase precedente sarà iscritto nel bilancio di CARFIN a titolo di premio di emissione, sul quale varranno i diritti dei soci presenti e futuri di CARFIN.

Tutte le modifiche che sarà necessario apportare alla Data di Efficacia dell'apporto al fine di riflettere le operazioni intervenute in seno a CINT o a CINTLUX e inerenti al Ramo d'Azienda Finanza tra la data del 30 settembre 2020 (data della situazione contabile) e la Data di Efficacia dell'apporto o, se del caso, dopo l'esame da parte del revisore contabile dell'attivo netto apportato conformemente alle disposizioni dell'articolo 420-10 della LSC così come descritto al punto 16 del presente progetto d'apporto, saranno riflesse e contabilizzate in capo a CARFIN, a debito o a credito, a seconda del caso, in conto al premio di emissione globale sopra menzionato, salvo che la modifica sia tale che occorrerà, di comune accordo tra le Società Partecipanti all'Apporto, modificare il numero di azioni nuove da emettersi da parte di CARFIN. In tal caso, se ne darà atto nel consiglio di amministrazione di CINT e nell'assemblea generale straordinaria degli azionisti di CARFIN chiamati a statuire sul presente progetto di apporto e sulle operazioni ad esso inerenti come descritte al punto 19 del presente progetto di apporto, che decideranno su questo punto.

L'aumento di capitale sopra indicato sarà deliberato dall'assemblea generale straordinaria degli azionisti di CARFIN chiamata a pronunciarsi sul progetto di apporto di cui al presente atto.

12. Ripartizione agli azionisti delle azioni della società beneficiaria dell'apporto e criteri di ripartizione

Poichè si tratta di un'operazione di apporto di ramo d'azienda, non vi sarà attribuzione agli azionisti della Società Apportante di azioni della Società Beneficiaria dell'Apporto. Le azioni che saranno emesse da CARFIN a titolo di aumento di capitale e al fine di remunerare l'apporto saranno attribuite esclusivamente alla Società Apportante (CINT).

La menzione del criterio di ripartizione previsto dall'articolo 1031-1, paragrafo (2), punto 9° della LSC non è dunque necessaria.

13. Modalità di attribuzione delle azioni della società beneficiaria dell'apporto (CARFIN)

L'attribuzione delle 30.000 (trentamila) azioni nuove alla Società Apportante (CINT) si farà con l'iscrizione corrispondente di CINT e del numero di azioni ad essa attribuito nel registro delle azioni nominative della Società Beneficiaria dell'Apporto (CARFIN) al giorno della Data di Efficacia dell'apporto.

14. Data a partire dalla quale le azioni danno diritto a partecipare agli utili

Le 30.000 (trentamila) azioni nuove che CARFIN emetterà in quanto Società Beneficiaria dell'Apporto a titolo dell'aumento di capitale descritto al punto 11 di sopra, saranno godibili a partire dalla Data di Efficacia, data a partire dalla quale esse assumeranno gli stessi obblighi e attribuiranno gli stessi diritti delle azioni esistenti, in particolare per quanto riguarda i diritti di voto e i diritti di partecipazione agli utili di CARFIN.

Tali azioni daranno ugualmente diritto a tutte le distribuzioni di riserve o di premio di emissione decise posteriormente alla loro emissione.

15. Rapporto degli organi di amministrazione

Poichè si tratta di un'operazione di apporto tra società facenti parte dello stesso gruppo, si propone agli azionisti delle società partecipanti all'apporto, in applicazione dell'articolo 1031-8, paragrafo (2) della LSC di rinunciare al rapporto degli organi di amministrazione come previsto dall'articolo 1031-5 della LSC. Conformemente alle disposizioni del CCIV, nessun rapporto degli organi di amministrazione è richiesto per l'operazione corrispondente in diritto italiano (conferimento di ramo d'azienda).

Le società partecipanti all'apporto non hanno emesso titoli che conferiscono un diritto di voto nelle società partecipanti all'apporto, salvo che le azioni ordinarie rappresentanti la totalità del capitale sociale di ciascuna delle società partecipanti all'apporto, cosicché nessuna misura è stata presa a questo riguardo per quanto concerne il rapporto degli organi di amministrazione previsto dall'articolo 1031-5 della LSC.

16. Esame del progetto d'apporto e rapporto dell'esperto / degli esperti previsti dall'articolo 1031-6 della LSC

In applicazione dell'articolo 1031-8, paragrafo (1) della LSC, si propone altresì agli azionisti di ciascuna delle società partecipanti all'operazione d'apporto di rinunciare all'esame del progetto di apporto da parte di uno o più esperti indipendenti, oltre che al rapporto di questo o questi esperti indipendenti, come

previsto dall'articolo 1031-6, paragrafo (1) della LSC, precisando che l'articolo 420-10 della LSC rimane applicabile nel quadro della presente operazione d'apporto.

Per quanto riguarda l'operazione corrispondente in diritto italiano (conferimento di ramo d'azienda), nessun esame del progetto di apporto da parte di esperti indipendenti e nessun rapporto di questi esperti è richiesto conformemente alle disposizioni del CCIV.

Le Società Partecipanti all'Apporto non hanno emesso titoli che conferiscono un diritto di voto nelle società partecipanti all'apporto, salvo che le azioni ordinarie rappresentano la totalità del capitale sociale di ciascuna delle Società Partecipanti all'Apporto, cosicchè nessuna misura è stata presa a questo riguardo per quanto concerne il rapporto degli esperti indipendenti previsto dall'articolo 1031-6, paragrafo (1) della LSC.

In queste circostanze, l'apporto dalla Società Apportante alla Società Beneficiaria dell'Apporto (CARFIN), di cui al presente atto, farà unicamente l'oggetto di un rapporto che sarà redatto da un revisore contabile conformemente alle disposizioni previste dall'articolo 420-10 della LSC. Al fine di adottare la decisione di effettuare il conferimento del Ramo d'Azienda Finanza in conformità con le disposizioni del presente progetto, il consiglio di amministrazione di CINT ha fatto affidamento ed ha approvato il rapporto di un esperto contabile italiano indipendente.

17. Diritti riservati dalla società beneficiaria dell'apporto ai soci titolari di diritti particolari e ai possessori di titoli diversi dalle azioni o quote; misure proposte nei loro confronti.

17.1 Soci titolari di diritti particolari

Non esistono soci titolari di diritti particolari nella Società Apportante o nella Società Beneficiaria dell'Apporto. Nessuna misura particolare è necessaria a questo proposito.

17.2 Possessori di titoli diversi dalle azioni o quote

La Società Beneficiaria (CARFIN) non ha emesso titoli diversi dalle azioni rappresentative del proprio capitale sociale.

Prestiti obbligazionari emessi da CINT

CINT ha emesso 2 (due) prestiti obbligazionari non convertibili per offerta pubblica. Le condizioni essenziali di questi prestiti obbligazionari sono descritte nell'Allegato 2.

Approvazione dell'apporto di Ramo d'Azienda Finanza da parte degli obbligazionisti

Poichè i prestiti obbligazionari menzionati sopra sono regolati dal diritto inglese e

le condizioni di ciascuno dei due prestiti non prevedono l'applicazione delle disposizioni degli articoli da 470-3 a 470-19 della LSC, l'articolo 1031-11 della LSC non si applica alla presente operazione d'apporto. Tuttavia, al fine di assicurare un trattamento trasparente all'insieme dei possessori di obbligazioni che hanno sottoscritto i prestiti obbligazionari sopra menzionati, CINT ha deciso di sottoporre l'operazione di apporto di cui al presente atto all'accordo preventivo dell'insieme di questi possessori di titoli.

CINT procederà quindi a sottoporre il presente progetto d'apporto all'attenzione e alla valutazione dell'entità (*trustee*) che rappresenta gli obbligazionisti sopra menzionati, conformemente alle disposizioni dell'accordo con il *trustee*. Tenuto conto dei termini e delle condizioni della presente operazione d'apporto (ivi compresi, a titolo non esaustivo, la responsabilità solidale della Società Apportante e della Società Beneficiaria dell'Apporto per le obbligazioni inerenti al Ramo d'Azienda Finanza; la permanenza della garanzia prestata da Carraro S.p.A.; il fatto che la trasmissione del Ramo d'Azienda Finanza non comporta novazione, secondo l'interpretazione delle pertinenti disposizioni del diritto italiano e lussemburghese, come accertata da CINT e ricevuta dai consulenti legali di CINT nelle rispettive giurisdizioni), CINT ritiene che la presente operazione non ha conseguenze sfavorevoli per gli obbligazionisti sopra menzionati e si attende che il *trustee* l'approvi.

18. Altri diritti e vantaggi particolari

Nessun vantaggio particolare è attribuito ai revisori contabili, ai sindaci, ai membri del consiglio d'amministrazione della Società Apportante o della Società Beneficiaria dell'Apporto con riguardo all'operazione di apporto di cui al presente atto.

Nello stesso modo l'intervento degli esperti indipendenti non è previsto nel quadro del presente progetto d'apporto e nessun vantaggio particolare è attribuito al revisore contabile che sarà incaricato di redigere un rapporto sugli apporti conformemente alle disposizioni dell'articolo 420-10 della LSC e al punto 16 del presente progetto.

19. Approvazione dell'apporto e deliberazioni preliminari all'apporto

19.1 Approvazione dell'apporto

Gli azionisti di CARFIN saranno chiamati almeno un mese dopo:

- (i) la pubblicazione del presente progetto d'apporto sul sito Internet della Società Apportante e del gruppo CARRARO (www.carraro.com); e
- (ii) il deposito e la pubblicazione del presente progetto d'apporto nella Raccolta Elettronica delle Società e Associazioni («RESA») in Lussemburgo,

a riunirsi in assemblea generale straordinaria degli azionisti, per deliberare sul presente progetto d'apporto e le operazioni ad esso relative nonché sulle

operazioni preliminari e successive all'apporto, come descritto in questo punto 19 del progetto d'apporto.

19.2 Decisioni e deliberazioni preliminari all'apporto

Rinunce

In applicazione dell'articolo 1031-8 della LSC, gli azionisti della Società Beneficiaria dell'Apporto saranno chiamati sia per lettera sia in assemblea generale da tenere in forma non notarile immediatamente dopo la sottoscrizione del presente progetto d'apporto a pronunciarsi riguardo alle rinunce previste dal presente progetto d'apporto, ovvero:

- la redazione e la messa a disposizione degli azionisti delle società partecipanti all'operazione d'apporto della situazione contabile di CARFIN, come previsto dall'articolo 1031-7, paragrafo (1), punto 3° della LSC;
- la redazione e la messa a disposizione degli azionisti delle società partecipanti all'operazione di apporto del rapporto degli organi di gestione, come previsto dall'articolo 1031-5 della LSC; e
- l'esame del progetto d'apporto da parte di uno o più esperti indipendenti e la redazione di un rapporto di questo o di questi esperti indipendenti, come previsto dall'articolo 1031-6, paragrafo (1) della LSC, così come la messa a disposizione degli azionisti delle società partecipanti all'operazione d'apporto del rapporto di questo o questi esperti indipendenti.

Prestiti obbligazionari emessi da CINT – accordo preventivo degli obbligazionisti

Per quanto riguarda i prestiti obbligazionari emessi da CINT e l'accordo preventivo degli obbligazionisti, si fa riferimento al punto 17.2 che precede.

20. Modifica del presente progetto d'apporto

Nel caso previsto dal punto 11.2, penultimo paragrafo, ultimo periodo, il presente progetto d'apporto sarà modificato o completato dal consiglio d'amministrazione di CINT e dall'assemblea generale straordinaria degli azionisti di CARFIN che lo dovranno approvare insieme con le operazioni ad esso relative.

21. Elezione di domicilio

Per l'esecuzione del presente atto e di quanto ne consegue, i sottoscritti, nelle rispettive qualità, fanno rispettivamente elezione di domicilio alla sede della società che essi rappresentano.

22. Poteri

Tutti i poteri sono conferiti al portatore di un originale, di una copia o di un estratto del presente atto per compiere tutte le formalità ed eseguire tutte le dichiarazioni, le notificazioni, i depositi e le pubblicazioni che possano essere necessari o utili. La Società Apportante e la Società Beneficiaria dell'Apporto

procederanno nel loro rispettivo Stato di residenza a compiere tutte le formalità necessarie o utili, realizzare tutte le attività necessarie o utili e sottoscrivere tutti i documenti richiesti dalle autorità del rispettivo Stato di residenza per dare effetto all'apporto e al trasferimento di tutte le attività, passività, diritti ed obblighi che costituiscono il Ramo d'Azienda Finanza trasmesso da CINT a CARFIN.

L'assemblea generale straordinaria degli azionisti di CARFIN che sarà chiamata a statuire sul presente progetto d'apporto e le operazioni ad esso relative, come più ampiamente descritte al punto 19 del presente progetto d'apporto, sarà ugualmente chiamata a dare procura speciale allo STUDIO NOTARILE ASSOCIATO PORFIRI, con sede in Via Albertini n. 12, I-47521 Cesena, Italia e specificamente a qualunque persona che rappresenti questo studio al fine di depositare a nome di CINT una copia conforme o una spedizione munita di *apostille* del verbale dell'assemblea generale straordinaria degli azionisti sopra menzionata nel Registro delle Imprese italiano, di assicurarne la pubblicazione nel suddetto registro e di compiere tutte le formalità necessarie a questo scopo come anche tutte le altre eventuali formalità che si riveleranno necessarie a seconda delle circostanze.

23. Documenti

Ad eccezione dei documenti ai quali gli azionisti delle società partecipanti all'apporto hanno rinunciato conformemente alle disposizioni della LSC e, se del caso, del CCIV e delle informazioni contenute nel presente progetto d'apporto, gli azionisti della Società Beneficiaria dell'Apporto hanno diritto 1 (un) mese prima della data della riunione dell'assemblea generale straordinaria degli azionisti di CARFIN chiamata a pronunciarsi sul progetto d'apporto, di prendere conoscenza, alla sede sociale di CARFIN, o ottenere una copia integrale o parziale, dei documenti previsti dall'articolo 1031-7 della LSC.

Il sottoscritto Notaio dichiara di attestare la legalità del presente progetto d'apporto, conformemente alle disposizioni degli articoli 1031-1 e seguenti della LSC.

DATO ATTO, fatto e passato a Lussemburgo, nella data in epigrafe del presente documento.

Nell'anno duemilaventi, il 15 dicembre.

E dopo esserne stata fatta lettura, il presente atto è stato approvato e confermato dai comparenti, tutti conosciuti dal Notaio per cognome, nome abituale, stato civile e dimora, che lo hanno sottoscritto con il Notaio stesso.

(Signé) B. TASSIGNY, C. DELVAUX

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 décembre 2020

Relation: 1LAC/2020/35854

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) A. MULLER

POUR EXPEDITION CONFORME,
délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et
aux fins de publication au Recueil Electronique des Sociétés et Associations (RESA).

Luxembourg, le 15 décembre 2020

Me Cosita DELVAUX